

# SOMMAIRE

# L'ESSENTIEL SUR LE RÉSEAU CARE

- 4-5 L'histoire de CARE
- CARE, un réseau international

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013 DE CARE FRANCE

10-11	ا م	actions	cur	۵ا	torrair
10-11	res	actions	Sui	ιe	terran

- 12-13 Panorama des programmes 2013
- Les femmes au cœur de nos programmes
- Droits des enfants et éducation 18-19
- 20-21 Développement économique
- Hygiène, eau et assainissement 22-23
- 24-25
- Agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Changement climatique
- Urgences et réhabilitation
- Zoom sur la crise syrienne 32
- 33 Plaidoyer
- Gouvernance et bonnes pratiques
- Rapport financier
- 41 Bilan
- Compte d'emplois des ressources
- Ils sont à nos côtés
  - Remerciements
  - Les équipes de CARE en mission



# Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.carefrance.org

La photo en couverture a été prise près de Ormoc aux Philippines, en nov<mark>embre 2013,</mark> après le passage du typhon Haiyan. Michelle, 6 ans, a trouvé refuge dans un abri de fortune, au milieu des décombres.

# **EDITO**

Chers Amis,

Cette année marque les 30 ans de la création de CARE En parallèle de ces crises, nous poursuivons nos efforts

En 2013, nous avons mis en place 72 programmes dans 31 pays et nous assumons désormais la supervision globale des opérations et de la stratégie de trois bureaux CARE au Maroc, au Cameroun et au Liban.

Cela fait également dix ans que nous sommes impliqués en Roumanie grâce à la fusion avec l'association SERA. Nous sommes heureux et fiers que ce partenariat ait permis de pérenniser les actions de SERA en faveur de l'amélioration des conditions de vie des enfants vivant en institutions.

En 30 ans, notre capacité d'action s'est considérablement accrue : notre budget est désormais d'une vingtaine de millions d'euros.

Tout cela a été rendu possible grâce à la confiance et la fidélité de nos partenaires et donateurs. Le soutien de 80 000 citoyens français nous offre la possibilité de développer des programmes dans des contextes difficiles où les fonds publics ne suffisent pas. Je pense notamment aux 2,4 millions de réfugiés syriens qui vivent dans des conditions dramatiques. Cela nous permet également d'accroître notre réactivité pour répondre aux urgences telles que le typhon Haiyan qui a frappé les Philippines fin 2013.

dans la lutte contre la pauvreté. Tant de progrès restent encore à accomplir. 1,3 milliard de personnes vivent toujours avec moins de 1,25 dollar par jour. Afin de renforcer la durabilité de nos actions, nous menons une réflexion permanente sur nos modes d'intervention. Il faut que nous nous adaptions aux évolutions du monde : l'urbanisation de la population mondiale, les impacts de plus en plus violents du changement climatique, etc...

Pour cela, le réseau CARE s'attache à développer des modèles innovants. Nombre d'entre eux ont désormais fait leurs preuves. En 1991, CARE Niger a mis en place un système d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) désormais repris par des dizaines d'ONG internationales. Nous soutenons également l'entrepreunariat local en nous appuyant sur les principes du social business.

Dans tous ces domaines, nous collaborons avec les femmes car elles jouent un rôle capital dans le développement des communautés les plus pauvres.

CONTINUONS ENSEMBLE, MERCI AUX ÉQUIPES ET À CHACUN DE NOS PARTENAIRES, ICI ET LÀ-BAS.

Azielle de Rothschild



Présidente de CARE France Vice Présidente de CARF Internationa



# L'HISTOIRE DE CARE

CARE est un réseau international reconnu pour son professionnalisme

CARE apporte de l'aide d'urgence aux victimes

Le réseau a également élargi ses domaines d'intervention pour

et la portée de ses interventions sur le terrain et en plaidoyer. de catastrophes naturelles ou de conflits. s'inscrire dans une démarche de développement durable.











# <u>1945</u>

# LA CRÉATION DE CARE

Alors que le monde sort de la Seconde Guerre Mondiale, la première aide humanitaire arrive en Europe et en Asie: les colis CARE. Plus de 100 millions de colis comprenant nourriture, vêtements et médicaments sont expédiés par bateau par des citoyens américains et canadiens pour aider ceux dont les vies ont été dévastées par

# 1949

# LE PREMIER PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

Le lancement du premier programme de développement aux Philippines marque une étape clé dans l'action de CARE. C'est le début du double mandat de CARE qui met aussi bien en place des programmes dans des situations d'urgence que des actions de développement à long terme

# **1974**

# LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

CARE démarre son premier programme environnemental après une sévère sécheresse au Sahel.

# **1983**

# LA CRÉATION DE CARE

France est créée.

Son objectif: réaliser des programmes en partenariat avec les populations les plus vulnérables pour un développement équitable et

# <u>1990</u>

# LE RENFORCEMENT DE NOS ACTIONS EN SANTÉ

CARE démarre ses programmes de planning familial et de lutte contre le sida.

# 2003

# CARE FRANCE S'ENGAGE EN ROUMANIE

CARE France vient en aide aux enfants abandonnés de Roumanie grâce à sa fusion avec l'association SERA (Solidarité Enfants Roumains Abandonnés).

SERA défend le droit de chaque enfant à vivre au sein d'une famille, grâce à des programmes de prévention de l'abandon et à la recherche d'alternatives au placement dans des orphelinats. SERA a contribué à améliorer le destin de plus de 50 000 enfants abandonnés depuis sa création en 1990.

# **2013**

# CARE FRANCE FÊTE SES 30 ANS

Reconnue d'utilité publique depuis 2006, CARE France compte parmi les plus importantes associations de solidarité internationale françaises. En 2013, nous avons mené 72 projets dans 31 pays.



# CARE, UN RÉSEAU INTERNATIONAL

Fondé en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux

# QUI CONSTITUE LE RÉSEAU CARE? UN OBJECTIF: EN FINIR AVEC

CARE regroupe 14 pays membres qui travaillent ensemble pour la mise en œuvre chaque année de plus de 1000 projets d'urgence et de développement dans le monde.

Les pays membres sont l'Allemagne-Luxembourg, l'Autriche, l'Australie, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Inde, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, le Royaume-Uni et la Thaïlande.

Il existe également 72 bureaux terrain qui mettent en oeuvre les projets soutenus par les membres.

# **COMMENT FONCTIONNE LE RÉSEAU CARE?**

Les pays membres apportent aux bureaux terrain expertise technique, financements, contrôle de gestion, ressources humaines si nécessaire et relais en termes de communication et de plaidoyer.

Un membre du réseau CARE est désigné comme «leader» pour chaque bureau local afin de coordonner l'ensemble des opérations dans ce pays. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Cameroun, le Maroc et le Liban.

En Roumanie, CARE France travaille via un partenaire privilégié: la Fondation SERA ROMANIA.

# L'EXTRÊME PAUVRETÉ

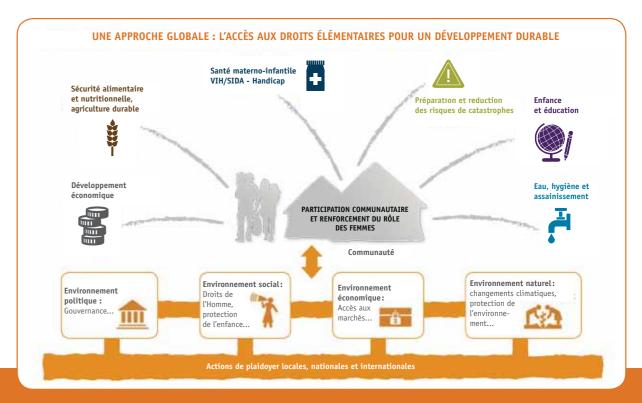
Le réseau humanitaire CARE s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en menant des programmes d'éducation, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, de santé, d'activités génératrices de revenus...

Dans tous ses programmes, CARE porte une attention particulière à la condition des femmes, premières victimes de la pauvreté dans le monde et pourtant actrices incontournables d'un développement durable.

En 2013, CARE est venu en aide à 97 millions de personnes dans 87 pays en Afrique, Asie, Amérique Latine, Europe de l'Est et au Moven-Orient...



humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel.



# INTERVIEW DE PHILIPPE LÉVÊQUE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CARE FRANCE.

# • QUELLE EST LA MISSION DE CARE ?

CARE combat les causes structurelles de la pauvreté par une approche globale: santé, éducation,

L'approche holistique de CARE se base sur l'interdépendance des causes de l'extrême pauvreté. Par exemple, nous ne pouvons pas améliorer la santé des communautés rurales sans intervenir sur les pratiques agricoles. La faim et la malnutrition ont un impact direct et désastreux sur la santé. Il nous faut aussi soutenir la productivité agricole locale en prenant en compte les conséquences du changement climatique telles que la raréfaction des ressources en eau.

Nous nous attachons également à promouvoir les droits humains, la justice sociale, économique et environnementale, et la bonne gouvernance.



### • QUELS SONT LES MOYENS D'ACTIONS DE CARE ?

Les actions de CARE se basent sur la participation des communautés locales (autorités, société civile, secteur privé). Ce sont leurs initiatives, nous ne faisons que les soutenir. Cette implication dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes est primordiale pour en assurer la pérennité.

Nous encourageons également les entreprises à développer des actions de responsabilité sociale et environnementale dans nos pays d'intervention.

### • QUELLE EST LA SPÉCIFICITÉ DES INTERVENTIONS DE CARE ?

Il est généralement admis que, dans notre secteur, les programmes doivent a minima prendre en compte les besoins spécifiques des femmes. Les programmes de CARE vont plus loin en s'enqageant en faveur du respect des droits des femmes.

Les femmes ne cessent de démontrer leur force, leur bon sens et leur courage dans des contextes difficiles. Nous sommes convaincus que l'égalité des genres est un élément clé pour éradiquer l'injustice et la pauvreté.

Une autre spécificité est que nous intervenons autant lors des urgences que dans le long terme.

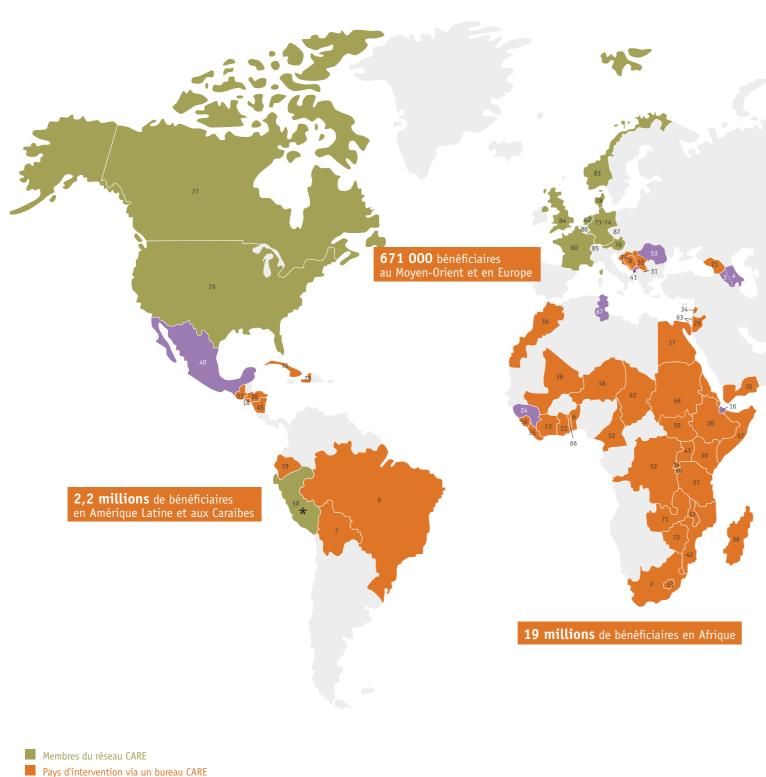
### • SUR QUOI S'APPUIE L'EXPERTISE DE CARE ?

CARE s'appuie sur des équipes locales et qualifiées. Afin d'assurer la pérennité des projets et de valoriser les compétences locales, 97% des 12 000 employés de CARE sont originaires des pays dans lesquels l'association s'engage. Cela nous permet également de mieux comprendre l'environnement politique, social, économique et naturel des pays où nous intervenons.

# CARE, UN RÉSEAU INTERNATIONAL

L'IMPACT DU RÉSEAU CARE | 97 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

927 PROJETS | 87 PAYS | 69 ANS D'EXPÉRIENCE





### PAYS D'INTERVENTION:

1. Afghanistan

2. Afrique du Sud

### Pays d'intervention de CARE France

41. Monténégro 3. Arménie 42. Mozambique 4. Azerbaïdjan 5. Bangladesh 43. Myanmar 6. Bénin 44. Népal 45. Nicaragua 7. Bolivie 8. Bosnie-Herzégovine 46. Niger 9. Brésil 47. Ouganda 48. Pakistan 10. Burundi 11. Cambodge 49. Papouasie Nouvelle Guinée 13. Côte d'Ivoire 50. Pérou\* 51. Philippines 14. Croatie 52. République 15. Cuba 16. Djibouti Démocratique 17. Egypte du Congo 18. El Salvador 53. Roumanie 19. Equateur 54. Rwanda 20. Ethiopie 55. Serbie 56. Sierra Leone 57. Somalie 23. Guatemala 58. Soudan 24. Guinée 59. Soudan du Sud 25. Haïti 60. Sri Lanka 26. Honduras 61. Tanzanie 62. Tchad 28. Indonésie 63. Territoires occupés 29. Jordanie Palestiniens 64. Thaïlande\* 30. Kenya 65. Timor Oriental 32. Laos 66. Togo 67. Tunisie 34. Liban 68. Vanuatu 69. Vietnam 36. Madagascar 70. Yémen 71. Zambie 38. Mali 72. Zimbabwe

39. Maroc

40. Mexique

### MEMBRES DU RÉSEAU CARE:

73-74. Allemagne-Luxembourg 81. Japon 75. Australie 82. Pays-Bas 76. Autriche 83. Norvège 77. Canada 84. Royaume-Uni 78. Danemark -- Thaïlande\* 79. Etats-Unis -- Inde\* 80. France -- Pérou\*

# SECRÉTARIATS CARE INTERNATIONAL:

85. Genève, Suisse 86. Bruxelles, Belgique -- New-York, Etats-Unis

87. République Tchèque (CARE Autriche)

\* La Thaïlande, le Pérou et l'Inde sont à la fois membres de CARE International et des pays où CARE met en œuvre des programmes.

Les chiffres concernant le nombre de bénéficiaires, de projets et de pays sont ceux de l'année fiscale allant du 01/07/12 au 30/06/13.

Pays d'intervention via un partenaire ou présence limitée

# LES ACTIONS SUR LE TERRAIN

2013 affiche une croissance durable des activités programmatiques car portée par des financements institutionnels pluri-annuels (notamment +55% pour Europaid), permettant un retour à un niveau de dépenses équivalent aux années précédentes (16 millions d'euros en 2013 contre 14,2 en 2012 et 16,3 en 2011).

Parmi ces nouveaux projets structurants qui formeront un socle d'activité pour les années suivantes :

- Les grands projets de reconstruction post-séisme des quartiers populaires à **Haïti** avec un budget de plus de 9 millions d'euros sur les 3 années à venir.
- Des projets sur l'eau, la santé et suite à une crise. la gouvernance locale ou le VIH au Cameroun, sur le développement de filières économiques au profit des femmes au **Bangladesh**, sur la sécurité alimentaire au **Honduras** ou encore sur la défense de l'environnement ou l'eau et l'assainissement en zones urbaines à Madagascar.

Dans la continuité de 2012, les grands axes programmatiques 2013 ont été:

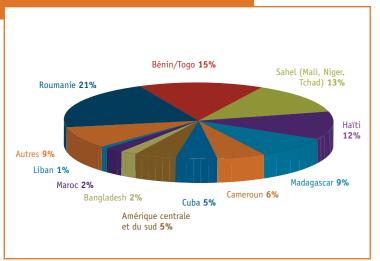
- L'urgence (22%), avec la réponse au Sahel (crise alimentaire sur l'ensemble de la zone et supports aux personnes déplacées et réfugiées au Mali et au Niger) et aussi l'ouverture de la mission au Liban sous la responsabilité managériale de CARE France
- de catastrophes ou de renforcement de la **résilience des populations** vulnérables (7%) afin de limiter l'impact d'éventuelles crises naturelles ou politiques, et les **projets de** réhabilitation (9%), notamment à Haïti, afin d'aider les populations à se relever plus vite et plus durablement
- La protection des droits des enfants:
- handicap et abandon (Roumanie)
- éducation des petites filles (Maroc,

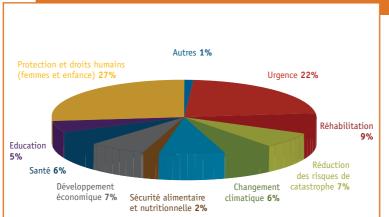
- La défense des **droits des femmes** :
- avec des projets dédiés, par exemple: santé materno-infantile (Bénin), promotion des droits à la propriété (Bénin), « empowerment » économique (Mali ou Bangladesh), lutte contre les violences sexuelles (République démocratique du Congo ou Bénin),
- avec l'intégration de cet objectif dans • Les projets de réduction de risques l'ensemble de nos projets qu'ils soient d'urgence ou de développement.
  - Le plaidoyer, articulé autour du changement climatique (présentation à Doha lors des négociations climatiques du projet de recherche « where the rain falls »), de l'égalité de genre (étude sur la participation des femmes dans les printemps arabes), et des crises syriennes et sahéliennes.

En 2013 (1 juillet 2012 - 30 juin 2013), les ressources de l'association se sont montées à 18,4 millions d'euros. CARE France a mené **72 projets** dans 31 pays.

SECTEURS D'INTERVENTION

# ZONES GÉOGRAPHIQUES





Eau, hygiène et assainissement 8%

Répartition par zones géographiques et par secteurs d'intervention en terme de budget, pour la période allant du 01/07/12 au 30/06/13.



# INTERVIEW D'ALEXANDRE MOREL, DIRECTEUR DES PROGRAMMES:

# Quels programmes ont été un succès en 2013 ?

- Au Mali, l'impact des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) a largement dépassé nos attentes en s'avérant être d'importants mécanismes de résilience en période de crise ouverte. Alors que peu d'ONG étaient opérationnelles dans les régions de Ségou et Mopti au début des violences, 264 femmes, membres d'AVEC, ont assuré un soutien de première urgence notamment financier auprès de 2 338 déplacés et 58 familles hôtes.
- Au Maroc, CARE a soutenu la mise en place d'un espace de dialoque entre les citoyens et les pouvoirs locaux grâce à l'utilisation d'une fiche d'évaluation des services de base (eau potable, éducation et santé). Cela a notamment permis aux femmes de participer au processus décisionnaire et d'exercer une pression au niveau local. La redevabilité sociale est l'un des enjeux majeurs pour un développement social démocratique.

# Quelles ont été vos inquiétudes ?

- L'escalade de la crise syrienne et l'impact dramatique sur les populations civiles nous ont obligés à renforcer notre intervention dans la région. Fin 2012, CARE a mené une évaluation au Liban. Devant les conditions de vie plus que précaires de ces populations, nous avons débuté des projets au premier semestre 2013.
- L'augmentation de la fréquence et de l'intensité de catastrophes naturelles est une réelle préoccupation. La force du typhon Haiyan qui a frappé les Philippines est un exemple marquant. Pourtant, ces derniers mois plusieurs pays sont revenus sur leurs engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. La réunion de Varsovie a été une véritable désillusion de ce point de vue.

### Quelles sont les priorités pour 2014?

- Nous allons renforcer nos approches régionales pour mieux répondre à des problématiques partagées par plusieurs pays et optimiser les fonds alloués. Au Sahel, par exemple, plusieurs pays font face à des crises alimentaires chroniques. En 2013, CARE France a participé aux réunions de l'Alliance globale pour la résilience en Afrique de l'Ouest et du Sahel qui réunissent acteurs humanitaires et Etats de la CEDEAO.
- Nous allons poursuivre nos actions auprès des victimes de la crise syrienne. Au Liban, nous soutenons les réfugiés et les populations locales en soutenant notamment les collectivités locales qui sont les premiers acteurs devant faire face à cette situation. Outre la complexité de la situation politique, comment imaginer le retour de plus de 2 millions de réfugiés dans un pays où plus de 50% des bâtiments ont été détruits ou endommagés ?

# PANORAMA DES PROGRAMMES 2013 (1 JUILLET 2012-31 JUIN 2013)









AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

14 862 669 €

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - RSE SANTÉ

ÉDUCATION

PROTECTION ET DROITS HUMAINS - ENFANTS

PROTECTION ET DROITS HUMAINS - FEMMES

	DOMA	INES D'IN	TERVENTION	l							ORIGINE DES FINANCEMENTS	DÉPENSES EFFECTUÉES DE JUILLET 2012 À FIN JUIN 2013
AFRIQUE												7 014 688 €
Bénin / Togo		1	A	<u> </u>	ţ.	***************************************	<b>=</b>	<b>Q</b> /	*	XXX	Europaid, ECHO, Mairie de Paris, AXA, Bonobo, Fondation Sanofi Espoir, DAW France Caparol, Fondation Société Générale pour la solidarité, Rotary Club Clamart, CFAO, Fondation Annenberg, L'Etincelle SA, Dons de particuliers	2 279 949 €
Cameroun					ţ.		Ē			****	Europaid, ECHO, Mairie de Paris, Service de coopération et d'action culturelle, United States Agency for international Development, Fonds Mondial	932 014 €
Djibouti											Dons de particuliers	17 055 €
Ethiopie											Dons de particuliers	2 427 €
Ghana											CFAO, BIC	35 191 €
Madagascar		T	<b>A</b>	1111	Ä	****				****	Europaid, ECHO, DIPECHO, Agence Française de Développement, Centre de crise du Ministère des Affaires étrangères français, Conseil régional de la Réunion, AXA, Fondation Annenberg	1 357 042 €
Mali						****		<b>(2)</b>		****	FED, ECHO, Fondation Société Générale pour la solidarité	904 953 €
Niger						*					ECHO, Agence Française de Développement, Fonds Urgence et développement BNP Paribas, Dons de particuliers	238 193 €
République Démocratique du Congo							+			YYY	Centre de crise du Ministère des Affaires étrangères français, en charge de l'aide humanitaire d'urgence, Mairie de Paris	280 374 €
Somalie											Centre de crise du Ministère des Affaires étrangères français, en charge de l'aide humanitaire d'urgence	186 916 €
		T			Ā						Europaid, ECHO, Agence Française de Développement	780 574 €
EUROPE												3 054 360 €
Roumanie							<b>=</b>		*	XXX	Dons de particuliers	3 054 360 €
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES												3 172 988 €
Brésil				1111				<b>(2)</b>			Fondation SEB	29 221 €
Cuba						*****				****	Europaid, ECHO, Sénat Français	721 532 €
Haïti		T		,,,,,,	À	****				XXX	Europaid, ECHO, Agence Française de Développement, CG Seine Maritime, Fondation Abbé Pierre, Odalis, Dons de particuliers	1 758 711 €
Nicaragua, Honduras, Guatemala, Salvador (projet régional)						***************************************			*	<b>XXX</b>	Europaid, ECHO, Taiwan, AXA, Groupe Concorde Hotels & Resorts, Dons de particuliers	530 459 €
Pérou				,,,,,				<b>Q</b> /			AXA, Fondation Société Générale pour la solidarité, Fondation Air France	133 065 €
ASIE				* * *								533 037 €
Bangladesh				11111				<b>(2)</b>	*	****	Europaid, Fondation Société Générale pour la solidarité, Hermès, BIC, AXA	367 955 €
Indonésie											AXA	74 110 €
Vietnam			A								AXA	90 972 €
MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD												412 944 €
Jordanie											Mairie du Havre	2 273 €
											Fond d'urgence de CARE International, Dons de particuliers	93 752 €
Maroc					Ā			<b>Q</b> /	*	XXX	Europaid, Syndicat des eaux d'Ile de France, Fondation Société Générale pour la solidarité, Bouygues Construction, Fondation Obélisque, Fondation Agnelli, Dons de particuliers	316 919 €
AUTRES MISSIONS ET PROJETS RÉGIONAUX*										***	Autres projets AXA, Danone, Lafarge, Fondation MC Arthur, CCIF, Ambassade de France aux Etats-Unis	616 021 €
RÉGULARISATIONS												58 631 €

TOTAL

# LES FEMMES AU CŒUR DE NOS PROGRAMMES

L'égalité des sexes est un droit humain que nous pensons être fondamental, mais qui est bien C'est la raison pour laquelle CARE soutient

# \_\_\_ NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

### LES FEMMES SONT PLUS EXPOSÉES À LA PAUVRETÉ

Sur tous les continents, les femmes sont les plus exposées à la pauvreté, à la maladie et aux discriminations. La majorité des 1,3 milliard de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour sont des femmes.

Pour ces femmes, la pauvreté ne signifie pas seulement le manque et le besoin mais également des droits bafoués, des opportunités limitées et des voix réduites au silence. Ainsi dans la plupart des pays qui ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, des lois sexistes régissent toujours le mariage, la propriété et l'héritage.

### L'« EMPOWERMENT» DES FEMMES

Les sociétés ne peuvent prospérer durablement quand la moitié de leur population voit ses droits bafoués. CARE cherche donc à **rééquilibrer les relations entre les femmes** et les hommes.

Les programmes de CARE soutiennent l'«empowerment» des femmes. Cela comprend:

- le renforcement de la capacité d'agir des femmes : CARE leur permet de développer leurs connaissances et compétences, favorise la confiance en soi et facilite l'accès aux ressources.
- la promotion de relations de pouvoir équitables: CARE aide les femmes à comprendre leurs droits et les encourage à

participer aux décisions prises au sein de leur famille et de leur communauté.

- l'évolution des structures et normes sociales : CARE soutient l'adoption et la mise en œuvre de lois et de pratiques permettant aux femmes d'exercer leurs droits en toute autonomie.

### L'IMPLICATION DE L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Les femmes dont les droits sont bafoués ne peuvent faire évoluer la société seules. Il est donc indispensable que l'ensemble de la société - les hommes, les entreprises, les institutions et les Etats - s'implique en faveur de l'égalité.

Mais si les hommes sont des alliés incontournables, il faut prendre en compte le fait qu'eux aussi sont enfermés dans un cadre rigide de comportements au sein des sociétés patriarcales. CARE prend volontairement le contrepied de ces représentations en impliquant les hommes et les garçons en tant que partenaires égaux des femmes et des **filles**. Par exemple, CARE favorise la participation des hommes dans ses programmes de santé sexuelle et reproductive afin de lutter contre les stéréotypes. D'autres programmes invitent les hommes ayant modifié leur comportement en faveur d'une plus grande égalité au sein de leur couple à témoigner auprès d'autres hommes afin de les inciter à changer à leur tour.



loin d'être acquis. C'est également un facteur essentiel dans la lutte contre la pauvreté. l'«empowerment» des femmes.



# LES ENJEUX

- 2/3 des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde sont des femmes.
- 1 fille sur 5 qui entre à l'école primaire ne va pas jusqu'au bout de sa scolarité.
- Les femmes sont à l'origine des 2/3 des heures travaillées dans le monde. Elles gagnent 10% des revenus mondiaux.
- 1 fille sur 7 (soit plus de 60 millions de filles) est mariée avant ses 15 ans dans les pays en voie de développement.

Le risque de décès pendant la grossesse ou en couches pour les filles de moins de 15 ans est 5 fois plus élevé que pour les femmes de 20 ans ou plus.

• Au 1er juillet 2013, 20,9% des parlementaires dans le monde étaient des femmes.

# LES SOLUTIONS

- Chaque année passée à l'école primaire permet à une fille d'augmenter ses prochains revenus jusqu'à 20%.
- Lorsque les femmes gagnent de l'argent, elles en réinvestissent la majorité dans leur famille.
- Les filles qui vont à l'école pendant 7 ans dans les pays en voie de développement se marieront 4 ans plus tard. Elles auront en moyenne 2,2 enfants de moins qu'une femme sans éducation.



• Les pays où les femmes sont mieux représentées dans les parlements signent plus de traités en faveur de la protection de l'environnement.

Sources: ONU, l'UNESCO, Banque Mondiale, USAID.

# LES FEMMES AU CŒUR DE NOS PROGRAMMES

# PROJETS CARE FRANCE \_\_\_\_\_

# PROJETS CARE FRANCE \_\_\_\_\_

# PROMOTION DES DROITS DES FEMMES AU BÉNIN, DE JANVIER 2011 À MARS 2014

Comme dans beaucoup de pays, la structure patriarcale de la société béninoise fragilise la position des femmes qui sont exposées à de graves violations de leurs droits et à des violences physiques et psychologiques.

Pour lutter contre cette situation, CARE mène des actions de plaidoyer pour une application effective des lois contre les mauvais traitements. La formation des professionnels du droit et des forces de police est également primordiale afin d'initier un changement de comportement. CARE aide aussi à améliorer les services pour la prise en charge des victimes de violences en appuyant 40 centres dans 20 communes réparties dans tout le pays. 5 000 femmes reçoivent désormais une assistance et un accompagnement spécifiques et adaptés.

# MISE EN PLACE DE SERVICES DE PLANNING FAMILIAL ITINÉRANT EN ROUMANIE DEPUIS 2003

CARE France et son partenaire SERA Romania soutiennent le développement de services de planning familial itinérant pour donner aux femmes vivant dans des zones rurales pauvres le droit de maîtriser leur fécondité.

Dans 26 des 41 départements de Roumanie, des équipes composées d'une infirmière et d'un(e) assistant(e) social(e) proposent informations et suivi sur les questions de contraception, grossesse et santé. SERA forme et finance ces équipes pendant 2 ans (salaires, véhicule, carburant et consommables). 22 d'entre elles sont désormais gérées par les autorités départementales.

100 000 femmes ont bénéficié de ce programme depuis 2003. Dans les départements bénéficiaires, le nombre d'abandons d'enfants baisse en moyenne d'un tiers.

# ASSISTANCE AUX VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO DE FÉVRIER À NOVEMBRE 2013

Outre les séquelles physiques et psychologiques, les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre sont souvent stigmatisées par leur communauté d'origine.

Dans la province du Nord Kivu, CARE appuie la prise en charge médicale, psychosociale et légale de 400 victimes. Cela passe notamment par la formation de personnels de santé et la création de groupes d'entraide animés par les communautés elles-mêmes. L'objectif de ce programme est également de permettre aux victimes de violences de se réinsérer socio économiquement par la création d'associations d'épargne et de crédit ainsi que de groupes d'activités génératrices de revenus.

# ET EN FRANCE...

# NOS ACTIONS DE PLAIDOYER EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES

En parallèle de nos actions sur le terrain, le rôle de CARE France est également de sensibiliser les décideurs français, les acteurs du développement ainsi que le public sur la place des droits des femmes dans l'instauration d'un développement durable et équitable. En octobre 2013, Philippe Lévêque, directeur de CARE France, a ainsi participé à une tableronde organisée par l'Ambassade de Grande-Bretagne afin de présenter le rapport *Printemps ou Automne arabe?* 

S'appuyant sur des enquêtes menées en Egypte, au Maroc, au Yémen ainsi que dans les Territoires palestiniens occupés, ce rapport a révélé une explosion du militantisme chez les femmes alors même que leurs droits sont parfois reniés.

En novembre 2013, le colloque organisé à l'Assemblée nationale à l'occasion des 30 ans de CARE France a débattu du rôle des femmes dans le développement des pays du Sud. La question de l'implication économique et politique des femmes ainsi que de l'origine des inégalités dont elles sont victimes ont été notamment abordé par Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Nicole Ameline, députée du Calvados et présidente du Comité des Nations Unies pour l'Elimination des discriminations faites aux femmes et Françoise Héritier, anthropologue.

# DES ATELIERS SUR LE GENRE POUR LES ÉQUIPES DE CARE FRANCE

Afin de renforcer les compétences de l'équipe CARE France sur l'égalité des genres, des ateliers de réflexion internes sont régulièrement organisés. L'équipe s'interroge alors sur les stéréotypes et normes sociales liés au genre qui affectent notre vie, tant personnelle que professionnelle.

En 2012-2013, CARE France a mis en place des projets centrés sur la défense des droits des femmes dans 15 pays.

# TÉMOIGNAGE de ZALIATH, 45 ans, mariée et mère de 4 garçons.

« Je ramassais des noix de kante quand un homme m'a agressée pour me violer. Il m'a gravement blessée quand je me suis défendue. La police l'a arrêté mais il aurait été rapidement libéré si l'agent de terrain de CARE n'était pas intervenu. A mon rétablissement, je me suis retrouvée sans revenu. CARE m'a alors aidé à débuter un commerce de vente de galettes et huile d'arachide. Je viens aussi de me lance dans la culture d'igname. Cela va me permettre de nourri mes enfants. »





# DROITS DES ENFANTS ET ÉDUCATION

CARE défend les droits des enfants pour qu'ils puissent acquérir la confiance

# on soi et les antitudes dent ils aurent hesein toute leur

en soi et les aptitudes dont ils auront besoin toute leur vie.

# NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

Les enfants ont droit à une protection, à la satisfaction de leurs besoins alimentaires et sanitaires fondamentaux ainsi qu'à l'éducation.

Dans le monde, encore 15% des enfants, soit 61 millions, ne vont pas à l'école. La pauvreté en est la première cause.

# LES SOLUTIONS

# DÉFENDRE LE DROIT DES ENFANTS À VIVRE DANS UNE FAMILLE

Le premier droit d'un enfant est celui de vivre dans une famille. Cela permet de rattacher l'enfant à une histoire et surtout ça lui offre un périmètre de protection contre la violation de ses droits. De nombreux enfants abandonnés en sont pourtant privés.

Afin de favoriser le maintien des enfants dans leur famille, nous soutenons les populations les plus vulnérables par des programmes d'alphabétisation et de création d'activités génératrices de revenus.

Cela passe aussi par la prévention des grossesses non désirées grâce à des programmes de planning familial.

### AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE SCOLAIRE

Nos équipes sensibilisent les communautés et les pouvoirs publics à l'importance d'une éducation pour tous. CARE défend la mixité sexuelle et sociale ainsi que l'adaptation des cursus scolaires aux différences culturelles et linguistiques.

Nous contribuons également à renforcer les systèmes éducatifs et participons à la rénovation ou construction d'établissements scolaires. Dans le cadre de la formation du personnel éducatif, nous introduisons des méthodes d'apprentissage ludiques et favorisons la découverte de sujets hors-cursus (droits, respect de l'environnement).

En 2012-2013, CARE France a mis en œuvre des projets d'éducation et de défense des droits des enfants dans 14 pays.

# **ZOOM SUR LES FEMMES**

Si la fracture entre filles et garçons en matière d'éducation primaire s'est fortement réduite, il existe encore de grandes disparités régionales. Dans certaines régions d'Afghanistan ou de Guinée, moins de 20% des filles vont à l'école. Les causes sont multiples : les filles aident souvent aux tâches ménagères. Elles n'ont pas la même liberté de mouvement que les garçons. Et dans de nombreuses parties du monde, la norme considère que seuls les hommes doivent bénéficier d'une éducation car ils sont la première source de revenus de la famille.

- Pourtant, le revenu par habitant pourrait augmenter de 23% au cours des 40 prochaines années dans les pays où tous les enfants iraient à l'école. Offrir aux filles une année supplémentaire d'éducation primaire peut ainsi augmenter leurs futurs salaires de 10 à 20%, et ce taux atteint 15 à 25% pour une année supplémentaire d'école secondaire.
- L'école secondaire est également l'occasion d'apprendre des comportements sains. Dans certains pays, le sida se propage deux fois plus vite chez les filles non éduquées. Et chaque année supplémentaire de scolarité dans la vie d'une fille réduit de 10% le risque de décès de son futur bébé.



# PROMOTION DU RETOUR À L'ÉCOLE AU NICARAGUA, SALVADOR ET GUATEMALA, DE NOVEMBRE 2011 À MAI

1 enfant sur 6, âgé entre 5 et 14 ans, travaille dans le monde. En Amérique latine et aux Caraïbes, ils sont près de 17 millions.

CARE a mis en place un programme régional en Amérique Centrale pour favoriser la scolarisation de plus de 3 000 de ces enfants. CARE travaille notamment auprès des jeunes filles en proie à l'exploitation sexuelle au Salvador, employées domestiques au Guatemala, et travailleurs agricoles au Nicaragua. CARE sensibilise les pouvoirs publics, les employeurs et les enseignants de 14 municipalités sur la question des droits des enfants. CARE aide également les parents à trouver des nouvelles sources de revenus pour permettre aux enfants d'aller à l'école.

# **ZOOM SUR NOS ACTIONS EN ROUMANIE**

\_\_\_\_\_ PROJETS CARE FRANCE \_

Depuis 2003, date de sa fusion avec l'ONG SERA, CARE France défend le droit de chaque enfant à une famille et contribue à l'amélioration des conditions de vie des enfants abandonnés en Roumanie. En 2013, près de 63 000 enfants roumains vivaient sous la tutelle de l'Etat.

# • Prévention de l'abandon en aidant les familles en difficulté

SERA encourage le soutien, notamment matériel, des familles les plus vulnérables et a contribué à la mise en place de plus de 40 services municipaux d'aide sociale.

SERA est à l'origine du premier centre de jour en Roumanie et en a depuis créé 10. Ces centres sont un moyen efficace pour prévenir l'abandon en permettant le développement des enfants par des activités thérapeutiques et occupationnelles mais aussi un relais de jour pour les familles. SERA a également créé 47 centres thérapeutiques pour enfants handicapés et formé des équipes de santé pluridisciplinaires.

### • Désinstitutionalisation des enfants

Beaucoup d'enfants placés ont en fait une famille. Une aide matérielle ainsi qu'un suivi social et psychologique peut permettre à un enfant de réintégrer sa famille proche ou éloignée. En 2013, SERA a mené un programme pilote à l'échelle d'un département ayant permis à 184 enfants de retrouver leur famille. Devant le succès de ce modèle, il est actuellement répliqué dans un second département.

SERA a également formé 800 mères d'accueil pour permettre aux enfants de bénéficier de la chaleur d'un foyer.

# • Amélioration des conditions de vie des enfants en institutions

L'alternative à l'orphelinat la plus proche de la vie en famille est la maison de type familial. Depuis 2003, SERA en a créé 67, qui accueillent 10 à 18 enfants maximum (souvent gravement handicapés) entourés par du personnel compétent. SERA permet également à une centaine d'enfants placés ou issus de familles vulnérables l'accès à des soins de santé. SERA prend en charge le diagnostic, le suivi médical et si nécessaire l'opération d'enfants défavorisés.

Tous ces projets sont menés en partenariat avec les autorités locales et nationales.

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Nos projets réduisent l'insécurité économique en améliorant les

possibilités de revenus pour les familles défavorisées.

# NOTRE APPROCHE

# LES ENJEUX

1,3 milliard de personnes, soit 22% de la population mondiale, vivent toujours sous le seuil d'extrême pauvreté, fixé à 1,25 dollar par jour.

Notre contexte d'intervention évolue : si le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté a diminué depuis 20 ans notamment en Asie de l'Est, ce n'est pas le cas des personnes qui vivent avec 2 dollars par jour. La population urbaine pauvre est également en forte croissance.

# LES SOLUTIONS

# DÉFENDRE LES DROITS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES DES **INDIVIDUS**

CARE lutte contre l'exploitation des plus vulnérables. Nous travaillons notamment avec de grandes entreprises, comme les usines textiles au Bangladesh, pour le respect d'indicateurs sociaux.

# DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Nous formons les personnes les plus pauvres afin d'améliorer leur employabilité. CARE renforce également les compétences en gestion des micro-entrepreneurs et leur apporte des techniques de production génératrices de valeur ajoutée.

Dans les domaines de l'agriculture, de la petite industrie agroalimentaire et de l'artisanat, CARE soutient la création de filières et le développement de liens avec les marchés pour la création de débouchés supplémentaires.

CARE appuie également le développement d'associations villageoises d'éparque et de crédit (AVEC) qui permettent aux membres de mettre en commun leurs économies. Les membres, dont 80% sont des femmes, peuvent également se faire des prêts de faible montant pour financer des activités génératrices de revenus ou des projets d'intérêts communautaires, tels que des banques de céréales. Les taux de remboursement avoisinent les 100% et les taux d'intérêt permettent à la banque communautaire d'être indépendante.

# **ZOOM SUR LES FEMMES**

Aujourd'hui, 4 travailleurs sur 10 dans le monde sont des femmes. La moitié de ces femmes est cantonnée à des emplois précaires. Dans des dizaines de pays, les femmes mariées ne peuvent exercer un emploi sans l'accord de leur

- Pourtant, la productivité des travailleurs pourrait faire un bond de 40% si l'on éradiquait toute forme de discrimination envers les travailleuses. Cela appuierait l'augmentation du produit intérieur brut et donc le développement des pays.
- Lorsque les femmes gagnent de l'argent, elles en réinvestissent la majorité dans leur famille. Elles envoient notamment les enfants à l'école et réduisent l'insécurité alimentaire de leur famille.



# \_\_ PROJETS CARE FRANCE \_\_

# SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES FEMMES AU MALI D'AVRIL 2012 À JUIN 2014

Au Mali, 70% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont des femmes.

CARE s'appuie sur des associations villageoises d'épargne et de crédit déjà existantes pour aider 1 600 femmes à diversifier et pérenniser leurs activités économiques. Cinq points de restauration et de vente de produits manufacturés et d'artisanat vont être créés le long d'axes routiers entre les villes de Ségou et Mopti (centre du pays). Après avoir bénéficié de formations en marketing et gestion d'entreprise, certaines de ces femmes participeront à des foires au Mali et au Niger pour la promotion des produits locaux.

# PROMOTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION DURABLES DES PRODUITS DÉRIVÉS DU JUTE AU BANGLADESH, DE MARS 2013 À SEPTEMBRE 2016

Au Bangladesh, près de 30 millions de personnes dépendent du secteur du jute. CARE s'attache à travailler tout au long de la chaîne de valeur : de l'agriculture à la commercialisation. Dans le nord et le sud du pays, CARE travaille avec 60 000 agriculteurs pour développer une production durable de cette plante qui possède de nombreuses propriétés écologiques : la plante de jute absorbe 15 tonnes de CO<sup>2</sup> et rejette 10 tonnes d'oxygène au cours de son cycle de croissance d'environ 100 jours et ses feuilles contribuent à la fertilité des sols.

CARE soutient également les autres maillons de cette chaîne de valeur : cela passe notamment par le renforcement des capacités de 4 millions de personnes travaillant dans la transformation et la vente, mais aussi par des actions de plaidoyer auprès du gouvernement et des autorités locales pour promouvoir cette fibre. La création de consortiums de petits entrepreneurs en zones rurales et périurbaines leur permettent d'échanger les bonnes pratiques mises en place et de créer des emplois dans des zones de pauvreté.

# SOUTIEN AUX PETITS PRODUCTEURS DE LAIT EN ÉGYPTE. DE SEPTEMBRE 2010 À DÉCEMBRE 2016

En Égypte, la production de produits laitiers est dominée par les petits éleveurs possédant une ou deux vaches. Souvent éloignés des grands centres de production et peu formés aux techniques de production modernes, ils vivent maigrement de leur production et sont à la merci d'intermédiaires peu scrupuleux.

CARE a déjà formé 1600 éleveurs pour améliorer la qualité et la quantité de leur production. Cela passe notamment par un accès à des services vétérinaires et l'amélioration de l'alimentation des animaux. CARE a également mis en place 6 centres de collecte du lait gérés par des coopératives afin d'organiser une chaîne de collecte efficace et permettre à ces petits éleveurs d'augmenter et sécuriser leurs revenus. 14 centres de collecte supplémentaires seront créés d'ici la fin du projet.

En 2012-2013, CARE France a mis en place des projets de développement économique dans 8 pays. Cela a représenté 7% de son budget.

# HYGIÈNE, EAU ET ASSAINISSEMENT

CARE se base sur la participation des communautés locales pour

améliorer l'accès et la qualité des systèmes d'eau et d'assainissement.



# NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

Aujourd'hui, entre 800 millions et 1 milliard de personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable et entre 2,5 à 3 milliards de personnes, soit plus du tiers de la population mondiale, ne disposent pas de système d'assainissement de base comme des toilettes ou de système de traitement des eaux usées.

2,3 milliards de gens souffrent de maladies dues à une mauvaise qualité de l'eau ou au mangue de sanitaires. Plus de 5 millions de personnes dont 700 000 enfants en meurent chaque année.

# LES SOLUTIONS

### **SOUTENIR LA GESTION LOCALE DES PROJETS**

CARE gère des projets de construction et d'entretien de systèmes d'alimentation en eau potable, de forages, de systèmes d'assainissement, de collecte et de valorisation des déchets.

L'objectif de CARE est de mettre en place un système local autonome et durable. Pour cela, le maintien des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement est assuré par les communautés regroupées en comités de gestion.

Nous favorisons également la création de synergies entre ONG locales et secteur privé et soutenons la concertation entre autorités nationales et responsables locaux.

# **RÉDUIRE LES MALADIES**

L'impact de nos programmes ne dépend pas seulement de l'amélioration des infrastructures, il est nécessaire de mettre en place des actions d'éducation à la santé et de promotion à l'hygiène pour favoriser une meilleure utilisation des ressources disponibles au profit de la santé.

Des sessions de formation sont organisées pour les communautés sur différents thèmes tels que le stockage de l'eau, l'hygiène individuelle et collective, la gestion des déchets domestiques, etc.

CARE s'appuie également sur des réseaux de référents communautaires afin de promouvoir les méthodes de prévention des maladies hydriques.

### **ZOOM SUR LES FEMMES**

disproportionnée par le manque d'accès à l'eau car elles assument la plupart des tâches liées à ce domaine.

- En Afrique subsaharienne, les filles et les femmes passent 26 % de leur temps quotidien à la collecte de l'eau. Sur le chemin, les femmes et les filles sont exposées aux risques d'agressions sexuelles.
- Le mangue d'infrastructures sanitaires de base est une des causes principales de l'abandon scolaire des jeunes filles.
- Des installations en eau allègent le travail des femmes, leur fait gagner du temps, permettant ainsi aux filles d'aller à l'école. Cela contribue à réduire les inégalités de genre.

# A Yaoundé au Cameroun, après la journée de travail ou d'école, les habitants vont récupérer de l'eau à la source naturelle aménagée avec l'aide de CARE.

# PROJETS CARE FRANCE \_\_\_\_\_

# RENFORCEMENT DES MAIRIES POUR LA PRISE EN CHARGE DE L'EAU ET DE LA SANTÉ AU CAMEROUN, **D'OCTOBRE 2012 À MARS 2015**

Au Cameroun, près de 50% des habitants n'ont pas un accès à l'eau potable.

CARE accompagne le processus national de décentralisation en soutenant 6 communes du Nord dans la mise en place d'espaces de concertation des communautés autour des questions de l'approvisionnement en eau et de l'utilisation des services de santé. 12 nouveaux forages seront construits et 60 seront réhabilités. Des comités seront créés pour en assurer la maintenance. Outre le renforcement des compétences des équipes techniques municipales dans les 6 communes, deux systèmes d'alerte précoce seront instaurés pour atténuer l'impact des crises hydriques et sanitaires.

# RENFORCEMENT DE LA COHÉSION ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS HÔTES ET RÉFUGIÉES AU TCHAD, DE JUIN 2011 À JUILLET 2013

Dès juin 2011, plus de 64 000 Centrafricains avaient trouvé refuge dans le sud-ouest du Tchad. Ils sont aujourd'hui 86 000. L'aide apportée aux camps de réfugiés et la pression exercée sur les ressources et les services publics sont sources de tension entre les réfugiés et les populations hôtes.

CARE a contribué à apaiser la situation en améliorant la couverture des besoins en eau, hygiène et assainissement de 27 000 personnes issues des deux communautés. 18 puits et 10 blocs sanitaires publics ont été construits. 10 puits ouvrages ont également été réhabilités.

Pour renforcer l'intégration locale des réfugiés, CARE les a intégrés dans la création et la mise en place des activités de comités de gestion.

# CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT INNOVANT À MADAGASCAR, DE MAI 2013 À AVRIL 2016

A Antananarivo, capitale de plus d'1,6 million d'habitants, plus de 250 000 habitants n'ont pas accès au réseau collectif d'assainissement et plus d'un habitant sur cinq continue à déféquer en plein air.

CARE améliore les conditions d'hygiène et d'assainissement pour plus de 55 000 personnes parmi les plus vulnérables en leur permettant d'accéder à des facilités sanitaires de gestion de déchets solides et liquides et de gestion d'eau.

Cela passe notamment par des activités de gestion des ordures ménagères et un accès favorisé à des latrines hygiéniques. 144 femmes sont également soutenues pour la mise en place d'activités de revalorisation des déchets non dégradables.

En 2012-2013, CARE France a mis en œuvre des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement dans 6 pays. Cela a représenté 8% de son budget

# SANTÉ

CARE améliore l'accès à des services médicaux

abordables et de qualité pour tous.

# NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des structures sanitaires de base dans le monde. Beaucoup de pays ne disposent pas de système de protection sociale ou de services de santé publique. 100 millions de personnes sombrent, chaque année, dans la pauvreté en raison des coûts de leurs frais médicaux.

Dans les pays en développement, 1 enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans, du fait de maladies ailleurs béniques telles que la rougeole ou la diarrhée.

# LES SOLUTIONS

Dans un objectif de prévention, CARE organise des sessions d'éducation auprès des populations, améliore les structures d'hygiène et d'assainissement et organise des séances de vaccination. Nous renforçons également les capacités locales en créant, équipant et formant des comités de santé locaux et des structures sanitaires publiques.

# PRÉVENIR LE VIH/SIDA

33.2 millions de personnes vivent actuellement avec le virus du SIDA. CARE sensibilise les communautés aux situations à risques et les informe des comportements sains. CARE coordonne également la distribution de préservatifs et assure des campagnes de dépistage des MST. Des centres d'accueil sont créés pour une prise en charge adaptée des populations les plus à risques : homosexuel(le)s et prostitué(e)s.

Afin de réduire la stigmatisation découlant de la maladie, CARE travaille avec les pouvoirs publics et les communautés. L'apport d'un soutien psychosocial et économique est également primordial pour atténuer les impacts du VIH. Pour cela, nous soutenons notamment la création d'opportunités économiques pour les personnes infectées dans le domaine agricole et des micro-entreprises.

### AMÉLIORER LA SANTÉ REPRODUCTIVE ET MATERNELLE

800 femmes meurent chaque jour en donnant la vie ou de causes liées à la grossesse. Le risque de décès est 15 fois plus élevé dans les pays en développement. Pourtant, 90% des décès maternels pourraient être évités. Les programmes de

CARE s'attaquent aux obstacles socioculturels, économiques et institutionnels de l'accès des femmes aux services de

222 millions de femmes n'ont pas accès aux méthodes contraceptives modernes, ce qui se traduit chaque année par 80 millions de grossesses non planifiées et 20 millions d'avortements à risque. Nos équipes mettent en place des services de planning familial afin d'informer les femmes. Cela permet d'éviter les grossesses dangereuses ou non désirées et a un impact sur la situation économique des familles les plus pauvres.

# **ZOOM SUR LES FEMMES**

• Les décès maternels pourraient être réduits de deux tiers, les mariages d'enfants et la mortalité infantile d'un sixième si toutes les femmes avaient accès à l'éducation primaire.

• Les chances de survie d'un enfant augmentent de 20% lorsque la mère contrôle le budget de la famille. CARE soutient donc la participation des femmes aux processus de décisions familiaux.



# PROJETS CARE FRANCE \_\_

# PRÉVENTION VIH/SIDA AU CAMEROUN D'AOÛT 2010 À **JUILLET 2013**

Le Cameroun est l'un des 3 pays les plus affectés par le VIH en Afrique centrale. Plusieurs groupes durement touchés sont des cibles prioritaires pour CARE : les travailleurs du sexe, les camionneurs ainsi que les homosexuels.

CARE crée des supports de communication afin de renforcer les organisations locales des villes de Kribi, Yaoundé, Douala, Bertoua et Bamenda. CARE soutient également des points de vente de préservatifs. CARE et ses partenaires locaux ont développé et organisé 6 centres d'accueil qui offrent confidentialité, conseils psychosociaux et aide sanitaire pour faciliter le dépistage et la prise en charge médicale et nutritionnelle. Ce projet a bénéficié jusqu'à présent à plus de 15 000 personnes.

# LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ MATERNO-INFANTILE AU BÉNIN D'OCTOBRE 2011 À SEPTEMBRE 2014

Au Bénin, 1 500 femmes meurent chaque année de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. CARE mène un projet innovant s'appuyant sur la téléphonie mobile dans le département pauvre et enclavé du Zou au centre du pays. Dans 35 villages où vivent plus de 25 000 femmes, des volontaires ont été désignés par la communauté pour suivre les grossesses et les femmes avant accouché. Le volontaire enregistre sur son téléphone les données de suivi des femmes puis les transmet aux centres de santé. Il reçoit également des messages, en langue locale et parfois sous format vidéo lui permettant d'informer les femmes enceintes. Ce système de téléphonie mobile est aussi utilisé pour le référencement d'urgence en permettant de réduire les risques de complication obstétricales par une

La facilité d'utilisation des applications développées par CARE et l'approbation du Ministère de la santé béninois nous permettent aujourd'hui d'envisager la réplication de ce système dans d'autres régions ou son adaptation pour d'autres utilités.

prise en charge rapide et un transfert ambulatoire adapté

pour les patientes.

En 2012- 2013, CARE France a mis en œuvre des projets de santé dans 4 pays. Cela a représenté 6% du budget.

# AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'approche intégrée de CARE prend en compte les enjeux de sécurité alimentaire

mais aussi de protection de l'environnement et l'autonomisation des communautés.

# \_\_\_\_\_NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

870 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Chaque année, la faim tue plus de personnes que le SIDA, le paludisme et la tuberculose réunis. La malnutrition est la cause sous-jacente de 45% des décès des enfants de moins de 5 ans.

### UN DÉFI DE PLUS EN PLUS URGENT

Alors que les besoins alimentaires mondiaux vont augmenter de 70% d'ici à 2050, les experts prévoient une baisse de la production agricole destinée à l'alimentation, notamment du fait l'urbanisation et du changement climatique. Ainsi, d'ici 2080, 600 millions de personnes supplémentaires souffriraient d'insécurité alimentaire sous l'effet du changement climatique.

# LES SOLUTIONS

# RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

CARE renforce la résilience des populations victimes de crises alimentaires chroniques. Pour cela, nos projets s'attaquent aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition: les faiblesses structurelles, la dégradation environnementale, les chocs climatiques. La combinaison de ces trois causes est source d'instabilité et freine le développement des communautés.

CARE y répond sur la durée, en développant des programmes combinant programmes terrain, recherche et plaidoyer afin de développer des méthodologies innovantes et respectueuses de l'environnement. CARE accompagne également des groupements communautaires en prévention et réponse immédiate aux crises.

### ASSURER DES REVENUS RÉGULIERS

CARE s'assure que les populations aient accès aux ressources financières et aux marchés de sorte qu'elles puissent vendre leurs récoltes excédentaires pour subvenir à l'ensemble de leurs besoins.

Nos projets considèrent tous les facteurs qui influencent la stabilité de l'approvisionnement: la disponibilité des

ressources mais aussi les conditions de stockage et l'existence de réseaux de distributions. La construction de routes peut ainsi jouer un rôle primordial.

Dans l'ensemble de ses programmes, CARE soutient l'accès des femmes à la terre et aux marchés.

# **ZOOM SUR LES FEMMES**

- A l'heure actuelle, les femmes ne possèdent que 2% des terres cultivées dans le monde alors qu'elles réalisent 60% de la production alimentaire des pays en développement. Pourtant, l'égalité des genres dans l'agriculture pourrait réduire de 17% le nombre de personnes souffrant de la faim.
- Améliorer le niveau d'instruction des femmes et donc leurs perspectives économiques est également déterminant. 55% des progrès contre la malnutrition enregistrés dans les pays en voie de développement entre 1970 et 1995 sont dus à l'amélioration du statut des femmes, soit autant que l'augmentation de la nourriture disponible (26%) et l'amélioration des conditions sanitaires (19%).

# amélioration des conditions sanitaires (19%). Au Niger, cette famille démunie récolte des feuilles de

# \_\_\_\_\_ PROJETS CARE FRANCE \_\_\_\_

# PRÉVENTION DE LA MALNUTRITION DES MÈRES ET DES ENFANTS AU NIGER, DE JANVIER 2012 À JANVIER 2015

35% de la population nigérienne est touchée par l'insécurité alimentaire et près de 450 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë.

Pour remédier à cette situation, CARE a créé des foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle dans deux communes au sud et au centre du pays. Des femmes référentes dans les communautés sont formées au dépistage de la malnutrition. Elles apprennent également des recettes favorisant la récupération nutritionnelle, notamment des enfants en bas âge.

CARE renforce les connaissances des autorités locales et nationales ainsi que les capacités de centres de santé par le biais de formations. Pour atténuer les effets des crises alimentaires, CARE promeut la consommation d'aliments riches en micro-nutriments et distribue des kits d'économie d'eau pour les jardins. 37 400 personnes bénéficient de ce programme.

balanites pour se nourrir. En période de crise alimentaire, les feuilles de cet arbre servent de substitut nutritionnel.

# SOUTIEN À DES PROCESSUS AGRAIRES INNOVANTS POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À CUBA, DE MARS 2011 À FÉVRIER 2014

L'insuffisance de la production d'aliments à Cuba s'explique notamment par le manque de matériel agricole, le manque de formation des agriculteurs, les difficultés d'acheminement des produits frais et les aléas climatiques.

Le projet de CARE vise à augmenter d'au moins 10% par an la production d'aliments et à diminuer d'au moins 40% les pertes post-récolte dans les fermes de 6 municipalités des provinces de Matanzas et Villa Clara, au centre-ouest du pays. Cela se fait grâce à la formation de 2 500 producteurs à de nouvelles technologies : production d'engrais organiques, introduction et culture de semences nouvelles et d'espèces plus résistantes, mise en place de systèmes d'irrigation, introduction d'énergies alternatives, etc. CARE soutient également l'installation de 8 mini-industries locales pour la production et la conservation de produits agricoles et d'élevage ainsi que la création de centres de stockage et de vente.

# PROMOTION DES DROITS DES FEMMES À L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ AU BÉNIN ET AU TOGO, DE JUIN 2011 À MAI 2016

Au Bénin, les pratiques patriarcales, la méconnaissance des textes juridiques, les discriminations à l'encontre des femmes bloquent leur accès à la terre.

La première étape de ce programme fut de traduire puis de diffuser les lois sur la propriété foncière en langues locales. A l'issue du projet, 2 500 femmes, membres d'associations villageoises d'épargne et crédit, seront informées de leurs droits et 2 100 leaders communautaires seront également formés au droit foncier. CARE renforce également l'influence des acteurs non-étatiques (ONG, entreprises privées, etc.) spécialisés sur cette problématique. Nos équipes assistent enfin juridiquement une centaine de femmes victimes d'expropriations illégales.

En 2012-2013, CARE France a mis en oeuvre des projets de sécurité alimentaire dans 10 pays. Cela a représenté 2% de son budget.

# CHANGEMENT

CARE donne aux gouvernements locaux, aux organisations de la société de prévoir les changements et d'adopter des

CLIMATIQUE

civile et aux communautés, les moyens d'analyser les risques, approches innovantes d'adaptation.



# NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

Des inondations au Bangladesh aux sécheresses au Sahel, en passant par les ouragans dans les Caraïbes, à Madagascar et aux Philippines, les personnes les plus démunies souffrent déjà de l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des aléas climatiques.

Le nombre de catastrophes naturelles a doublé ces 20 dernières années et à cause du changement climatique, certains changements plus lents sont aussi en route.

10 % de la population mondiale, soit 600 à 700 millions de personnes, habitent désormais dans une zone menacée par la montée des eaux.

Si rien n'est fait, ces changements entraîneront une baisse de plus en plus importante des rendements agricoles (16% d'ici 2050) et de la quantité d'eau disponible ce qui pèsera sur la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. 600 millions de personnes supplémentaires pourraient ainsi souffrir d'insécurité alimentaire d'ici à 2050.

# LES SOLUTIONS

### **ACCÈS À L'INFORMATION CLIMATIQUE**

Dans un contexte changeant plus imprévisible, les solutions techniques ne suffisent pas. CARE travaille avec les communautés pour qu'elles aient accès aux prévisions climatiques et qu'elles puissent les utiliser pour bâtir leur stratégie d'adaptation.

# GÉRER LES RESSOURCES NATURELLES DE MANIÈRE **ÉQUITABLE ET DURABLE**

Les moyens d'existence des populations dépendent de leur environnement. CARE les aide à développer des stratégies de résilience en préservant notamment leurs ressources naturelles. Cela passe par :

- la promotion de pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques et respectueuses des ressources naturelles (agro-foresterie, agro-écologie).
- la formation d'organisations communautaires de gestion durable de l'eau.

# RÉDUIRE LES RISOUES DE CATASTROPHES NATURELLES

La préparation aux catastrophes est un investissement rentable à long terme. 1 dollar investi dans la réduction des risques de catastrophes permet d'économiser 7 dollars pour l'aide d'urgence.

CARE contribue à la construction de bâtiments plus robustes, la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de plans d'évacuation, l'installation d'équipements techniques et la publication d'informations dans les médias locaux.

# ZOOM SUR LES FEMMES

Les femmes sont les premières impactées par les effets du femmes et les enfants sont également 14 fois plus affectés

• Les pays où les femmes sont mieux représentées dans



# \_\_\_\_\_ PROJETS CARE FRANCE \_

# RÉDUCTION DE L'IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES À MADAGASCAR, DE MARS 2012 À DÉCEMBRE 2013

Les cyclones, qui engendrent des vents dévastateurs et des inondations, sont très fréquents sur toute la côte Est de l'île. Ces évènements sont suffisamment graves et répétés pour perturber le développement de l'économie rurale.

Pour réduire durablement l'impact destructeur des aléas climatiques dans les régions d'Atsinanana et d'Analanjirofo (est et nord-est du pays), CARE forme les populations à des pratiques agricoles adaptées aux risques qui les menacent. CARE renforce également les capacités techniques des comités de gestion de risques et de catastrophes au sein des villages. Nous les aidons à mettre en place des systèmes d'alerte et d'information et à mener des travaux d'aménagement et de protection (cases améliorées, diques, murs de soutènement, abris anticycloniques). Afin de réduire les risques récurrents de crise alimentaire post-catastrophe pour 567 200 personnes, CARE promeut également la construction de greniers communautaires.

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE FACE À LA SÉCHERESSE AU SALVADOR, HONDURAS, NICARAGUA, **GUATEMALA, DE JUIN 2013 À DÉCEMBRE 2014**

Le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala font partie des 10 pays les plus affectés dans le monde par des événements climatiques extrêmes.

CARE contribue à améliorer la capacité d'adaptation des populations face aux épisodes de sécheresse récurrents dans le «Corridor Sec» (zone transfrontalière où les sécheresses sont fréquentes). Pour cela, CARE forme les éguipes municipales et les organisations communautaires. 7 200 personnes bénéficient directement de ce programme. CARE soutient également la mise en place de plans de gestion des risques de catastrophes au niveau municipal, régional et national. Cela passe notamment par la mise en place de systèmes d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

# RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE GESTION DE L'EAU EN THAÏLANDE, DE FÉVRIER 2013 À NOVEMBRE 2014

CARE et l'Université des Nations Unies ont réalisé en 2011 et 2012 une étude qui analyse les interactions entre variabilité des précipitations, sécurité alimentaire et déplacements de populations dans huit pays d'Asie (Bangladesh, Inde, Thaïlande, Vietnam), d'Afrique (Ghana, Tanzanie) et d'Amérique Latine (Guatemala, Pérou). Suite aux conclusions de cette étude qui montrent que certaines populations sont prises au piège du changement climatique, CARE a développé des actions d'adaptation au changement climatique en Inde, Pérou, Tanzanie et Thaïlande.

CARE travaille avec de petits agriculteurs du nord de la Thaïlande pour la mise en place de systèmes de gestion de l'eau pour les rizières et les zones agricoles intégrées afin de faire face à un stress hydrique. Les collectivités locales sont également impliquées et sont un relais essentiel pour un partage d'expérience au niveau régional et local. Ce projet bénéficie à 2 123 personnes.

L'amélioration des moyens de subsistance permet d'améliorer les migrations forcées.

En 2012-2013, CARE a mis en œuvre des projets changement climatique et réduction des risques dans 13 pays. Cela a représenté 13% du budget.

CARE répond aux besoins urgents des populations

# URGENCES ET RÉHABILITATION

tout en développant des solutions de long terme.

# \_\_\_\_\_NOTRE APPROCHE \_\_\_\_\_

# LES ENJEUX

Dans le monde, des millions de personnes voient chaque année leur vie soudainement bouleversée par des conflits ou des catastrophes naturelles. En 2013, 45 millions de personnes ont dû quitter leur maison, dont 15,4 millions ont trouvé refuge dans un pays étranger, la plupart pour vivre dans des abris de fortune insalubres.

En cas de crise, l'eau potable et la nourriture viennent à manquer rapidement. Le risque d'épidémie est également élevé.

# LES SOLUTIONS

L'action de CARE se décline en 3 temps :

### PRÉPARER

Dans sa stratégie, CARE prend en compte l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles sous l'effet du changement climatique.

Une bonne préparation peut sauver des vies, réduire les impacts des catastrophes et aider les personnes à se reconstruire plus rapidement. Pour aider les communautés à renforcer leur résilience, CARE mène des programmes de réduction des risques de catastrophes et des plans de préparation à l'urgence.

### RÉPONDRE

Lors de crises, la réactivité est primordiale. C'est la raison pour laquelle CARE dispose de réserves budgétaires allouées spécifiquement à ce type d'interventions. S'appuyant dans la plupart des cas sur des équipes déjà présentes sur le terrain, CARE peut dépêcher en renfort des experts internationaux. Après une évaluation des besoins et une coordination avec les autres acteurs humanitaires, CARE définit la réponse la mieux adaptée. CARE intervient alors dans plusieurs secteurs : l'accès à l'eau et l'assainissement, la santé, les abris, la distribution de biens alimentaires ou autres (couverture, savons).

La réponse rapide aux urgences ne représente qu'une partie de notre action. Les conséquences des crises s'inscrivent sur le long terme. CARE apporte un soutien psychosocial et soutient les survivants pour une reconstruction dans les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles.

# **ZOOM SUR LES FEMMES**

- Les crises affectent différemment les femmes et les hommes. Il est essentiel d'évaluer les besoins spécifiques de chacun pour y répondre de manière adéquate. Cela passe dans un premier temps par des évaluations menées par des équipes mixtes pour que chacun puisse s'exprimer
- Il faut également prendre en compte les impacts sociaux des crises. Lorsque les systèmes de régulation interne existants éclatent, les inégalités peuvent être exacerbées. Pour remédier à cela, CARE mène notamment des programmes de prévention de la violence sexuelle. Dans les camps de réfugiés, CARE construit des installations sanitaires séparées pour sécuriser les lieux et protéger les

• Les femmes sont un moteur indispensable de la reconstruction. CARE mène donc des ateliers de formation et soutient la création d'associations de crédit et d'éparque pour leur permettre de retrouver une source de revenus.



# \_ PROJETS CARE FRANCE \_\_\_

# AIDE AUX POPULATIONS DÉPLACÉES ET AUX FAMILLES HÔTES AU MALI DE MAI 2013 À DÉCEMBRE 2013

En 2013, 350 000 personnes avaient quitté les régions du Nord du Mali. Les régions de Mopti et Ségou ont connu une forte affluence de populations déplacées. Leurs conditions de vie sont difficiles : sans argent ni ressources, ces personnes vivent dans des hébergements précaires sans accès aux services essentiels d'hygiène.

CARE vient en aide à 3000 familles déplacées et 500 familles hôtes par le biais de transferts monétaires. Ce soutien financier permet aux bénéficiaires d'acheter de la nourriture et de satisfaire leurs besoins de base. Des séances de sensibilisation en hygiène et en nutrition sont également dispensées au moment des distributions.

ACCORD, contenant du riz, des sardines et de la viande en conserve.

# RÉTABLISSEMENT DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR UN CYCLONE À MADAGASCAR, D'AVRIL À OCTOBRE 2013

Madagascar est particulièrement exposé aux cyclones et aux tempêtes tropicales.

CARE soutient le rétablissement des conditions de vie des populations affectées après le passage du cyclone Haruna en février 2013 dans le sud-ouest du pays. CARE a soutenu la réhabilitation de routes et de surfaces agricoles effectuée par la communauté rétribuée financièrement et en nourriture. 1470 familles ont également reçu un soutien financier ou des boutures afin de pouvoir redémarrer leurs activités de pêche ou leur production agricole.

# RECONSTRUCTION DES HABITATIONS EN HAÏTI DE JUILLET 2012 À OCTOBRE 2013

Plus de 3 ans après le tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010, 450 000 personnes vivent toujours dans les camps et plus d'1 million de personnes dans des maisons endommagées.

Pour remédier à cette situation, CARE aide 250 propriétaires de maisons à accueillir gratuitement des familles vivant dans les camps durant un an, en échange d'un soutien technique et financier pour la réhabilitation de leur habitation. Cette stratégie repose sur l'idée que le processus de reconstruction est plus à même de réussir s'il est mené par la communauté et s'il renforce les liens sociaux. Outre la construction de solutions d'assainissement et de latrines, CARE mène des séances de sensibilisation à l'hygiène pour tous les bénéficiaires sur les façons de prévenir les maladies et la contamination, le traitement de l'eau, les techniques de collecte de l'eau et de gestion des déchets.

En 2012-2013, CARE France est intervenue dans des situations d'urgence et de post-urgence dans 14 pays. Cela a représenté 31% de son budget.

# ZOOM SUR LA CRISE SYRIENNE

Depuis mars 2011, la Syrie est en proie à un sanglant conflit. CARE soutient les personnes affectées par cette crise en Syrie et dans les pays voisins.

# LES ENJEUX

Le conflit syrien est la plus grave crise humanitaire de ces vingt dernières années, selon les Nations Unies. Début 2014, 11,7 millions de Syriens sont affectés par cette crise, soit la moitié de la population nationale.

- 9,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Syrie.
- Plus de 2,4 millions de Syriens ont fui dans les pays limitrophes\*.



# LES DIFFICULTÉS DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE

80% des réfugiés vivent dans des camps informels ou dans des appartements en zone urbaine, où il est difficile d'avoir accès à l'aide humanitaire.

Or, la plupart des réfugiés ont quitté leur pays avec presque rien et vivent dans des conditions précaires. Certaines familles s'entassent dans une seule pièce pour plusieurs centaines d'euros par mois. D'autres trouvent refuge sous des tentes, dans des bâtiments abandonnés ou en construction dans des conditions de grande insalubrité.

50 000 enfants réfugiés au Liban et 30 000 en Jordanie sont obligés de travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles.

L'impact sur les populations hôtes est également considérable car les services de base - santé, éducation, logement sont totalement saturés. Au Liban, premier pays d'accueil de la région, les 868 000 réfugiés représentaient, à la fin de l'année 2013, 25% de la population libanaise.

# LE MANQUE DRAMATIQUE DE FINANCEMENTS EN DÉPIT DES EFFORTS

En décembre 2013, les Nations Unies ont lancé l'appel de fonds le plus important de leur histoire d'un montant de 6,5 milliards de dollars afin de soutenir les personnes affectées durant les douze prochains mois. Or, l'appel précédent de 5 milliards de dollars n'avait été financé qu'à 65%.

Ce manque de fonds se ressent cruellement sur le terrain et les humanitaires ne sont pas en mesure d'assister toutes les personnes qui en auraient besoin.

# **NOS ACTIONS**

Le réseau CARE est présent en Syrie, en Jordanie, Egypte et Turquie. Un bureau a été également ouvert au Liban en avril sous la responsabilité de CARE France. Si nos projets s'adaptent aux spécificités locales, une coordination régionale renforce l'efficacité de notre réponse. CARE informe les réfugiés sur leurs droits, distribue des biens non alimentaires (vêtements, ustensiles de cuisine, matelas), améliore l'accès à l'eau et à l'assainissement, apporte un soutien financier (pour l'achat de nourriture, le paiement des loyers ou l'accès à des soins de santé).

### **NOS ACTIONS DE PLAIDOYER**

Dans le cadre de crises, nos actions de plaidoyer mettent l'accent sur la nécessité d'assurer la protection des civils, d'accéder à l'ensemble des populations affectées afin de leur apporter un appui, de mobiliser des financements à la hauteur des besoins et de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles.

chiffres février 2014, UNHCR



# PLAIDOYER

CARE France intervient auprès des acteurs politiques nationaux et internationaux pour obtenir des améliorations des conditions de vie des communautés avec lesquelles nous travaillons.

# L'ÉGALITÉ DES GENRES LE CHANGEMENT

# LA PARTICIPATION À DES PROCESSUS NATIONAUX

CARE France combat les inégalités de genre car elles constituent l'une des causes profondes de la pauvreté. Dans cet objectif, nous avons participé en 2013 aux consultations organisées par le Ministère des affaires étrangères et l'Agence Française de Développement dans le cadre du développement de leurs stratégies genre.

# LA DÉFINITION DES OBJECTIFS POST-2015

Nos actions de plaidoyer s'inscrivent dans le contexte de la définition de l'agenda de développement post-2015. Il prendra le relais des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés par la communauté internationale en 2000. CARE recommande:

- La définition d'un agenda unique intégrant à la fois des objectifs en matière d'éradication de la pauvreté et de développement durable et en défendant une approche basée sur les droits humains.
- La mise en place d'un objectif sur l'égalité des genres afin de lutter contre les discriminations et de changer les normes et les pratiques.
- L'intégration de l'égalité des genres dans les autres objectifs car elle contribue aux progrès réalisés jusqu'à présent dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement.

# LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### **POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE**

Le changement climatique a des conséquences dramatiques sur des populations vulnérables qui en sont pourtant le moins responsables. CARE défend la notion de justice climatique et demande aux Etats industrialisés de s'accorder sur un objectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de le respecter, afin de maintenir la hausse des températures en dessous de 2°C.

Seul un engagement global en ce sens permettra d'ouvrir la voie à un développement durable.

### L'ENJEU DE 2015

A l'occasion des deux dernières négociations internationales sur le climat à Doha en 2012 et Varsovie en

2013, nous avons participé à des actions de plaidoyer auprès des autorités françaises.

### CARE a demandé aux Etats:

- de renforcer la coordination entre les actions de réponse au changement climatique, de réduction des risques de catastrophes, de réponse aux urgences et de lutte contre la pauvreté.
- d'accroître leur soutien, notamment financier, aux programmes d'adaptation.
- de prendre en compte les pertes et dommages irréversibles causés par le changement climatique et d'instaurer des mécanismes de compensation pour les populations affectées.

Nos efforts vont s'intensifier en vue de la Conférence des Parties (COP21) de Paris prévue en décembre 2015 au cours de laquelle un nouvel accord climatique doit être négocié.



CARE échange avec l'Agence Française de Développement sur les questions de genre et développement.

# LE RÉSEAU DE VOLONTAIRES DE CARE FRANCE

Le CARE en ActioN (CAN) est un réseau de volontaires mobilisés pour une prise de prise de conscience des enjeux de pauvreté et de développement par la société et les décideurs politiques. Les volontaires relaient les campagnes de CARE et participent à des événements. Ce réseau compte aujourd'hui plus de 380 adhérents venant du monde entier.

En 2013, CARE France a mis en place un projet de renforcement mutuel avec CARE Etats-Unis qui a développé ce modèle il y a 10 ans et compte aujourd'hui 200 000 adhérents.

# GOUVERNANCE ET

association reconnue d'utilité publique.

BONNES PRATIQUES

Créée en 1983, CARE France est une

### LE FONCTIONNEMENT

L'association compte 350 adhérents actifs. Les statuts sont accessibles sur le site internet, de même que les états financiers et le rapport d'activité. Toute personne qui partage les valeurs et le projet de CARE France peut demander à être adhérent. Le Conseil d'Administration approuve ou non les demandes d'adhésions.

L'Assemblée Générale se réunit une fois par an, approuve les états financiers et le budget et élit le Conseil d'Administration. Les Administrateurs ne peuvent pas faire plus de trois mandats. Le Conseil d'Administration de CARE France composé de 15 membres bénévoles s'est réuni 4 fois dans l'année. Le Bureau du Conseil, constitué de 5 membres élus pour 2 ans, s'est réuni 4 fois dans l'année.

En dehors des réunions formelles, le Bureau est consulté pour se prononcer sur toute opportunité de nouveaux programmes dès lors que le budget prévisionnel est supérieur à 700 000€, ou pour toute utilisation du fonds d'intervention d'urgences. Les décisions prises par le Bureau sont ensuite présentées au Conseil d'Administration pour approbation.

Le Conseil d'Administration a constitué 4 Comités : Nominations, Programmes et Qualité, Ressources et Communication, Finances Gouvernance et Risques. Les Comités préparent les décisions du Conseil et se réunissent deux fois par an. Le Conseil d'Administration a nommé des référents pour suivre les enjeux des pays d'intervention les plus importants: Roumanie, Maroc, Cameroun, Bénin, Liban... Ils informent le Conseil des succès et des défis opérationnels.

Les membres du Conseil d'Administration se rendent régulièrement sur le terrain pour suivre les progrès des projets.

L'équipe de direction salariée comprend 5 directeurs. Le Conseil d'Administration et le Bureau encadrent les responsabilités de l'équipe de direction et les procédures d'embauche par un document de «délégation de pouvoirs» régulièrement mis à jour. Le Directeur Général est responsable devant le Bureau et le Conseil.

Le Bureau décide des augmentations de salaire des directeurs.

# LE PROJET STRATÉGIQUE

Le Projet Stratégique 2010-2016 de l'association s'articule autour de 5 directions, elles-mêmes déclinées en 23 initiatives opérationnelles:

- Augmenter notre impact sur le terrain
- Augmenter notre valeur ajoutée dans le réseau CARE International
- Doubler les ressources privées, notamment non affectées
- Développer la notoriété de l'association
- Démontrer notre excellence pour être une ONG de référence

En 2014, le Projet Stratégique sera révisé pour tenir compte des évolutions du contexte politique et économique et pour s'ajuster à la définition du projet stratégique de CARE International (la Vision CARE 2020).

# RAPPELS DÉONTOLOGIQUES

• Membre du réseau CARE International, CARE France s'engage à suivre les principes éthiques et les bonnes pratiques définies par le Code de CARE International. CARE France s'engage à suivre les règles et pratiques des autres

codes de bonne conduite signés par CARE International.

CARE France est membre du Comité de la Charte, organisme qui exerce depuis plus de 20 ans la mission de contrôle de l'appel à la générosité publique. Son agrément a été renouvelé en 2012 pour une période de 3 ans. Tous les ans, le représentant du Comité de la Charte est invité à assister à une réunion du



Fin juin 2013, CARE France comptait:

- **80 000** donateurs dont 42 000
- 350 adhérents
- 20 entreprises partenaires
- **36** salariés à Paris et 4 expatriés

# Assemblée Générale de CARE France, le 11 février 2014, dans les locaux prêtés par la Représentation de la Commission Européenne à Paris, à l'occasion des 30 ans de l'association

# LA PARTICIPATION AU RÉSEAU CARE

Les missions du Secrétariat de CARE International installé à Genève (coordination des membres, partage des bonnes pratiques, représentation auprès des Nations Unies et de l'Union Européenne...) sont financées par les contributions des 14 membres du réseau. Chaque membre contribue en fonction de son budget. Pour l'année fiscale 2013, la contribution de CARE France a été de 95 651€. En outre. CARE France contribue à hauteur de 131 727€ au budget des missions des équipes d'urgence du réseau CARE.

Arielle de Rothschild et Philippe Lévêgue ont représenté CARE France aux réunions du Conseil d'Administration de CARE International, fondation de droit suisse. Arielle de Rothschild a été élue Vice-Présidente de CARE International en novembre 2012, Philippe Lévêque est membre du Comité Finances et Risques.

# CARE FRANCE ET SES PARTIES **PRENANTES**

CARE France participe au mouvement associatif français et est membre de Coordination Sud, du Comité 21, de PS'EAU et de France Générosités (dont Philippe Lévêgue a été élu Trésorier en

Les dirigeants de CARE France sont tout lien avec ces fournisseurs. régulièrement invités à des réunions de coordination ou de consultation à la Présidence de la République, au ministère des Affaires étrangères et dans d'autres ministères, à l'Assemblée nationale, au Sénat, à l'Union européenne, à la Banque mondiale et dans des agences des Nations Unies.

Le Vice-Président et Secrétaire Général de l'association. Bertrand Chardon, et le Directeur Général, Philippe Lévêgue, sont également membres du Conseil d'Administration de CARE Maroc.

Le Trésorier, Cristian Tabacaru, est aussi membre du Conseil d'Administration de L'association a fait réaliser par des la Fondation Sera Romania.

Philippe Lévêgue est membre du panel de parties prenantes du Groupe Lafarge. Il ne percoit aucune rémunération à ce

Les salariés élisent deux déléqués qui rencontrent la direction de l'association tous les deux mois.

Un mécanisme de suivi des «plaintes» a été mis en place pour répondre aux remarques des donateurs ou aux demandes de bénéficiaires des projets.

# PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊT

- Une fois par an, la liste des principaux fournisseurs de l'association (représentant au moins 80% des achats) est présentée en Conseil d'Administration. Les Administrateurs et les directeurs salariés doivent déclarer
- Un «Comité de Sélection» est formé lors de toute embauche. Les membres du Bureau font partie des Comités de Sélection lors du recrutement de directeurs salariés. Les membres des Comités de Sélection doivent signer une déclaration de « non lien parental » avec les candidats.

# **POUR PLUS DE TRANSPARENCE**

# Le point fort de l'année :

étudiants d'HEC une étude sur ses pratiques en matière de RSA (responsabilité sociétale des associations). Une vingtaine de recommandations seront progressivement mises en place en matière sociétale, sociale, environnementale et de gouvernance pour assurer l'exemplarité des pratiques de CARE France.

# Ce qui aurait pu être mieux :

CARE France a mis en place en 2012 un progiciel de gestion intégrée.

Ce progiciel, baptisé «Pamodzi» («ensemble» en dialecte d'Afrique australe), sera utilisé par plusieurs membres du réseau CARE. La mise en œuvre est cependant extrêmement longue et complexe. Les délais de clôture des comptes ont entraîné un report de deux mois de l'Assemblée Générale.

CARE International. Daniel Thierry, Vice-Président et Trésorier, a quitté le Conseil d'Administration en juillet 2013 et va se consacrer à CARE Belgique. Merci à eux deux!

Marina de Brantes, membre fondateur, a mis fin à sa fonction de Présidente

d'Honneur le 31 décembre 2013 après 30 ans au service de CARE France et de

# GOUVERNANCE

# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CARE FRANCE

à l'issue de l'Assemblée Générale du 11 février 2014

### **MEMBRES DU BUREAU**

Arielle de ROTHSCHILD, Présidente Marc Pierre STEHLIN, Vice Président Bertrand CHARDON, Vice Président / Secrétaire Général Cristian TABACARU, Trésorier Adjoint Alexandre VILGRAIN

### **ADMINISTRATEURS**

Grégory ANNENBERG-WEINGARTEN, Patrick de CAROLIS, Cyrielle CLAIR, Agnès CROMBACK, Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIE, Michèle RAMNICEANU, Arthur SADOUN, Sidney TOLEDANO, Sophie VERNAY, Lionel ZINSOU-DERLIN, Jean ZORBIBE

# **LES 30 ANS DE CARE FRANCE**

Créée en 1983, cela fait 30 ans que CARE France lutte contre la pauvreté en défendant le respect des droits élémentaires des populations vulnérables.

Cette année a été marquée par plusieurs événements :

Début 2013, CARE France a créé un «Cercle Femmes», réseau de femmes influentes qui apportent leur soutien à nos actions.

En mars 2013, nous avons réalisé une campagne web et presse pour sensibiliser le public français aux violences faites aux femmes. Dans le monde, une femme sur trois est victime formes de violences au cours de sa vie. Lancée lors de la journée internationale des femmes, cette campagne s'est poursuivie jusqu'à la réunion de la

les violences faites aux femmes. Le texte stipule que les Etats ne pourront plus invoquer la coutume ou la religion pour légitimer ces violences. Pour le En décembre 2013, CARE France était reste, les avancées sont plus mitigées, aucune mention n'a été faite des violences conjugales, des droits sexuels et reproductifs, de l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

En novembre 2013, le colloque organisé par CARE France sous le haut patronage d'Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, a rassemblé plus de 150 personnes. Plusieurs intervenants ont débattu du rôle des femmes dans les pays du Sud dont Françoise Héritier, anthropologue et de coups, d'abus, de viol ou d'autres Nicole Ameline, députée du Calvados et présidente du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Les différents intervenants se sont accordés sur le Commission de la condition de la fait que les femmes sont une force

femme de l'ONU, le 15 mars, au cours de incontournable de développement, laquelle fut signé un accord dénonçant et ce alors même qu'elles sont les plus exposées à la pauvreté et aux discriminations.

> présente sur les chaines de France Télévision, BFM TV, LCI, RMC grâce à l'obtention d'espaces gracieux qui nous ont permis de diffuser un spot de sensibilisation sur les besoins humanitaires des 7,1 millions d'enfants réfugiés dans le monde.

Deux rendez-vous ont permis de réunir les donateurs et soutiens de l'ONG : la générale des Etés de la Danse offerte à nos donateurs par le Festival et une soirée au théâtre Montparnasse.



# RAPPORT FINANCIER

Dans un contexte économique difficile, CARE France a su légèrement augmenter ses ressources, poursuivre son appui aux programmes de long terme, et faire face à des urgences massives. En prenant la responsabilité de CARE International au Liban, l'association a pris un engagement fort en faveur des réfugiés syriens. Parallèlement, l'effort d'investissement en collecte est resté soutenu.

CARE France a pu dégager les ressources nécessaires à ces efforts grâce à l'utilisation partielle de sa réserve d'intervention, et une affectation des dons aux fonds dédiés «enfants roumains abandonnés» inférieure au budget, ainsi gu'une diminution des provisions pour risques.

Sur l'exercice 2014, les ressources augmenteront fortement, et l'association devra reprendra sa politique de renforcement des



# RAPPORT FINANCIER

L'exercice 2013 couvre la période allant n'a pu être encaissée. Le prélèvement du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013.

# **RESSOURCES**

Les ressources de l'exercice s'établissent à 18,4 M€ (hors reprises de provisions et fonds dédiés), en augmentation de 1,1 M€ par rapport à l'exercice précédent mais 2,2 M€ en-dessous du budget voté à l'Assemblée Générale 2012. Cet écart par rapport au budget s'explique notamment par un décalage dans la constatation comptable des ressources apportées des bailleurs institutionnels. Une partie de ces produits sera reportée sur les exercices suivants. De plus, la collecte de dons affectés aux programmes en Roumanie a fortement baissé en fin d'exercice, avec un écart de 235 K€ par rapport au budget.

Le total général du compte d'emploi des ressources (CER), qui inclut le report des ressources non encore utilisées et en hausse. et charges (soit 3,2 M€), s'élève donc du don moyen à 10 euros par mois. à 21,6 M€.

Les ressources issues de la générosité **du public** (personnes physiques) baissent cette année (-0,8 M€) atteignant 6,5 M€. L'association avait de collecte auprès de grands donateurs en effet reçu l'année dernière un legs exceptionnel de 770 K€ ; au cours de l'exercice 2013, plusieurs legs ont été reçus, mais une part significative

automatique reste le principal mode de collecte de dons privés, représentant plus de 70% de ces ressources.

L'année 2013 a principalement été marquée par les trajectoires inverses que prennent les programmes de collecte dans la rue et les programmes de marketing direct (les courriers d'appel de dons), notamment sur nos programmes Roumanie.

Une baisse importante des rendements des mailings a été observée sur nos programmes Roumanie notamment du fait du vieillissement du fichier, d'un contexte économique déprimé et du rapprochement vers des causes de proximité.

De bons résultats ont été obtenus lors de mailings sur Haïti et les Philippines. Sur internet, la collecte est globalement

les reprises de provisions pour risques Le point marquant en 2013 est la hausse

Côté événements, le Bal de Deauville 2013 a permis de collecter une somme similaire à celle de 2012, malgré une date très avancée.

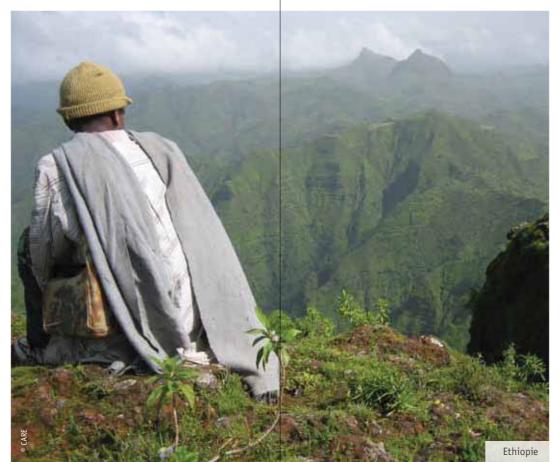
CARE poursuit également sa stratégie privés (environ 300K€ en 2013).

Les autres fonds privés (entreprises et fondations) ont augmenté de 139 K€,

atteignant 2,8 M€, les principaux partenaires ayant renouvelé leur engagement aux programmes de l'association.

CARE France développe depuis plusieurs années des partenariats avec les entreprises qui allient bénéfice économique et performance sociale car il est indispensable d'impliquer tous les acteurs économiques pour lutter efficacement contre les causes de la pauvreté. En 2013, les principaux partenaires de CARE France sont Société générale, AXA, CFAO, Le fonds écosystème de Danone, la Fondation Sanofi-Espoir, Lafarge.

Les recettes publiques institutionnelles sont en augmentation de 1,7 M€, principalement par les subventions apportées par l'Union Européenne et



# **EMPLOIS**

Les dépenses liées aux missions sociales se maintiennent à un bon ratio de 81%.

Les frais de recherche de fonds sont stables par rapport à l'exercice précédent, l'association continue d'investir principalement dans le recrutement de donateurs dans la rue.

Les frais de fonctionnement et de communication sont en augmentation de 100 K€ par rapport à l'exercice précédent, hausse due principalement aux dépenses de communication et au Secrétariat de CARF International.

Les provisions pour risques et charges diminuent fortement, passant de 335 à 79 K€. L'association reste prudente, en provisionnant systématiquement tout risque identifié. La baisse des provisions

reflète la politique de prévention des risques mises en place depuis plusieurs années, notamment avec une démarche d'audit interne.

L'excédent de l'exercice s'établit ainsi à 14 K€, très proche de l'équilibre.

# **BILAN AU 30 JUIN** 2013

Les fonds associatifs s'élèvent à 1 522 K€, dont 10 K€ de dotation statutaire, 821 K€ affectés au Fonds Enfants Roumains, 111 K€ au Fonds d'Intervention, et 566 K€ à la Réserve Générale.

Par délégation de l'Assemblée Générale, le Bureau a autorisé l'utilisation du Fonds d'Intervention dans trois contextes d'urgence:

- Déplacements de population au Mali (50 000€ dépensés, soit la totalité du montant autorisé)
- Inondations au Cameroun (28 575€ dépensés sur 30 000€ autorisés)
- Afflux de réfugiés syriens au Liban (18 815€ dépensés sur 100 000€ Soit un total de 4 389 K€. autorisés)

L'excédent de l'exercice est de 14 K€ et sera affecté à la Réserve Générale. Malgré l'impossibilité de dégager un excédent plus important, l'objectif reste de porter cette réserve, actuellement de 576K€, à 1M€ dans les 3 années à venir.

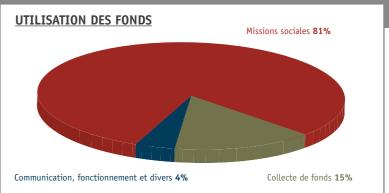
Les fonds dédiés diminuent, passant de 2,8 M€ à 1,8 M€. La partie de ces fonds dédiés affectée aux enfants roumains abandonnés passe de 1 800 K€ à 736 K€.

L'association n'a aucun emprunt ou dette financière. Au moment de la clôture de l'exercice, un prêt de 400 K€ à SERA Roumanie figurait au bilan : il a depuis été totalement remboursé.

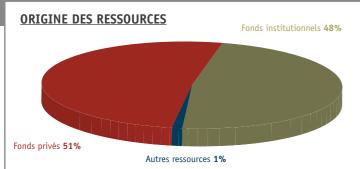
A la date de la clôture, la trésorerie figurant au bilan se décomposait comme

- 1 663 K€ de soldes disponibles en banque et caisse au siège
- 1 085 K€ de soldes disponibles en banque et caisse chez CARE Cameroun
- 1 535 K€ déposés sur un compte sur livret
- 104 K€ placés sur un fonds monétaire BNP MONE EURIBOR

**81%** de nos fonds sont affectés au développement de nos programmes (missions sociales).



CARE France maintient un bon équilibre entre ressources privées et publiques : la proportion de ces dernières a cependant augmenté, passant de 42 à 48% du total des ressources.



# RAPPORT FINANCIER

### LES RESSOURCES HUMAINES

Parmi ses orientations stratégiques, Maîtrise des risques, valeur ajoutée, CARE France a décidé de mettre l'accent sur la formation de ses équipes, corollaire d'une politique plus générale démarche, l'association a bénéficié d'un appui sous forme de mécénat de compétences.

Au 30 juin 2013, l'effectif était de 36 audités sur le terrain, dans 5 pays : salariés au siège et 4 expatriés. Les salaires bruts au siège ont représenté Tchad. 1 184 K€, et ceux des expatriés 109 K€.

Au 1er juillet 2013, la movenne des 5 salaires annuels bruts les plus élevés le plus élevé (Directeur Général) est de 93 576€.

Les administrateurs ne recoivent aucune ont été réalisées. rémunération pour leur participation au Conseil d'Administration et n'ont perçu aucun remboursement de frais.

### **GESTION DE L'ASSOCIATION**

Sous proposition de CARE Etats-Unis, certains membres, dont CARE France, ont mis en place un progiciel de gestion intégrée (PeopleSoft). Ce changement a nécessité un travail considérable, sans apporter à ce jour la valeur ajoutée attendue.

Par prudence, le système n'a été mis en place qu'au niveau du siège, et non dans les bureaux-pays sous responsabilité de CARE France (Cameroun, Liban, Maroc).

### **AUDIT INTERNE**

CARE France compte 2 auditrices internes qui ont pour mission, conformément d'amélioration de la qualité dans le à la charte d'audit, de s'assurer de la travail de chacun. Pour structurer la maîtrise des risques liés aux activités de l'association, sur le terrain et au

> En 2012-2013, 13 programmes ont été Bénin, Cuba, Haïti, Madagascar et

A l'issue de chaque mission, des recommandations sont émises pour améliorer le contrôle interne et Paris, le 3 février 2014 est de 65 568€. Le salaire annuel brut l'application des règles des bailleurs. Ces recommandations sont suivies à intervalle régulier. 72% des recommandations émises en 2011/12

> CARE France est régulièrement soumise à des audits externes mandatés par les bailleurs de fonds. Les auditeurs internes jouent le rôle d'interface avec les auditeurs externes et appuient également les bureaux sur le terrain dans leur préparation de l'audit. Au moment de la rédaction de ce rapport, un audit mandaté par ECHO au niveau du siège est en cours de finalisation: il ne devrait donner lieu à aucun redressement significatif, et le contrôle interne a été jugé satisfaisant.

Les auditrices internes ont renforcé leur démarche préventive en développant des outils de formation sur les règles des bailleurs de fonds. Des sessions de formations sont systématiquement organisées lors des missions sur le terrain et également au siège.

### EXTRAIT DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réquliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Le Commissaire aux Comptes Jean Morard Société COFICOM

# BILAN

En euros

Exercice clos le 30/06/2013

BILAN ACTIF	Exercice 2011/2012 net	Exercice 2012/2013 net
Actif immobilisé (a)	567 315	568 311
Actif circulant	10 150 837	9 773 653
Créances (1)	3 207 637	3 123 881
Valeurs mobilières de placement	1 560 455	103 558
Disponibilités	3 878 886	4 286 125
Charges constatées d'avance (1)	1 503 858	2 260 089
TOTAL GÉNÉRAL	10 718 152	10 341 964

<sup>(1)</sup> Dont 5 383 970€ (brut) à moins d'un an

En euros

Exercice clos le 30/06/2013

BILAN PASSIF	Exercice 2011/2012	Exercice 2012/2013
Fonds associatifs	1 606 277	1 522 378
Dotation statutaire		10 000
Fonds enfants Roumains	821 174	821 174
Fonds d'intervention	208 606	111 216
Réserve générale	478 891	566 497
Résultat de l'exercice	97 606	13 491
Provisions pour risques et charges	335 111	78 773
Fonds dédiés	2 852 854	1 779 682
Dettes (1)	4 329 914	4 358 043
Produits constatés d'avance (1)	1 593 996	2 603 088
TOTAL GÉNÉRAL	10 718 152	10 341 964

<sup>(1)</sup> Dont 6 961 131 € à moins d'un an

40 | RAPPORT ANNUEL CARE 2013 | 41

# COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

### En milliers d'euros

	Exercice 2	2011/2012	Exercice :	2012/2013
RESSOURCES DE L'EXERCICE	K€	%	K€	%
1. Produits de la générosité du public (1)				
Dons manuels non affectés	3 882		4 568	
Dons manuels affectés	2 457		1 869	
Legs et autres libéralités non affectés			1	
Legs et autres libéralités affectés	945		31	
Total 1 - Produits de la générosité du public	7 283	42,0%	6 469	35,2%
2. Autres Fonds privés (2)				
Dons & subventions Entreprises privées	1 542		1 636	
Fondations françaises & étrangères	1 144		1 200	
Dons en nature comptabilisés	11			
Total 2 - Autres Fonds privés	2 697	15,6%	2 837	15,4%
3. Subventions institutionnelles (3)				
Organismes gouvernementaux français	985		1 334	
Collectivités territoriales	325		485	
Union Européenne ECHO (Urgences)	3 168		3 653	
Autres financements Union Européenne	1 895		2 941	
Organismes gouvernementaux étrangers	807		468	
Organismes internationaux	41		49	
Total 3 - Subventions institutionnelles	7 221	41,7%	8 929	48,6%
4. Autres produits d'exploitation				
Cotisations	4		7	
Total 4 - Autres produits d'exploitation	4	0,0%	7	0,0%
5. Autres produits				
Produits financiers (4)	66		31	
Autres produits divers	59		111	
Total 5 - Autres produits	125	0,7%	142	0,8%
I - Total des ressources (compte de résultat)	17 331	100%	18 383	100%
II - Reprises de Provisions	596		335	
III - Engagements à réaliser sur Ressources affectées	3 159		2 853	
IV - TOTAL GENERAL	21 086		21 571	

<sup>(1)</sup> Dons apportés par des personnes physiques. Lorsque le donateur ne précise pas l'affectation de son don, celui-ci est utilisé là où les besoins sont prioritaires.

	Exercice 2	011/2012	Exercice 2012/2013		
EMPLOIS DE L'EXERCICE	K€	%	K€	%	
1. Missions sociales					
1.1 Réalisées en France					
Actions réalisées directement					
Frais de suivi des programmes (siège)	1 001		1 146		
Versements à des organismes en France	133		163		
1.2 Réalisées à l'étranger					
Actions réalisées directement (5)	10 032		11 672		
Versements à des organismes à l'étranger (6)	3 059		3 027		
Total 1 - Missions Sociales	14 225	80,0%	16 008	81,3%	
2. Frais de recherche de fonds					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
Frais d'appel et de traitement de dons	2 541		2 647		
Frais d'appel et de traitement des legs	3		13		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	262		174		
2.3 Charges liées à la recherche des subventions publiques	128		129		
Total 2 - Frais de recherche de fonds	2 933	16,5%	2 963	15,0%	
3. Frais de fonctionnement et autres charges					
Frais d'information et de communication	244		290		
Autres frais de fonctionnement	383		438		
Total 3 - Frais de fonctionnement et autres charges	627	3,5%	728	3,7%	
I - Total des emplois (compte de résultat)	17 785	100%	19 699	100%	
II - Dotations aux Provisions	351		79		
III - Ressources restant à utiliser	2 853		1 780		
IV - Excédent de l'exercice	97		14		
IV - TOTAL GENERAL	21 086		21 571		

<sup>(2)</sup> Dons apportés par des personnes morales : entreprises, fondations et associations.

<sup>(3)</sup> Subventions apportées par des organismes publics, français, européens ou étrangers, ou des organisations internationales.

<sup>(4)</sup> Produits des placements : CARE France détient un compte sur livret, et utilise des fonds de placement, exclusivement monétaires.

<sup>(5)</sup> Programmes mis en œuvre au sein du réseau CARE International.

<sup>(6)</sup> Fondation SERA Romania et cellule d'urgence de CARE International.

# ILS SONT À NOS CÔTÉS

CARE France remercie l'ensemble de ses soutiens : donateurs, bénévoles, entreprises partenaires

et bailleurs publics. Voici une sélection de témoignages de quelques-uns de nos partenaires :

# NOS DONATEURS

# Nicole, donatrice régulière

«Je suis donatrice de l'ONG SERA depuis 1992. Lors de la fusion CARE/SERA, je me suis passionnée pour la question du droit des femmes. J'essaie désormais de partager mes dons entre SERA, qui œuvre pour les enfants en Roumanie et CARE France dont j'apprécie la réactivité lors de catastrophes naturelles et son engagement pour un développement durable.»



# NOS BÉNÉVOLES

### Marie-Océane, soutien à l'équipe marketing

«C'est la lecture du livre La moitié du ciel de Nicolas D. Kristof et Sheryl Wu Dunn sur les conditions de vie des femmes à travers le monde qui m'a poussé à m'engager auprès de CARE, plusieurs fois cité dans cet ouvrage. Etre bénévole m'a permis de rencontrer des gens d'horizons différents mais unis dans une même démarche humanitaire. J'ai aussi pu m'impliquer dans la vie de l'association. Ainsi lors la Course des Héros 2013, l'équipe que j'avais formée a pu récolter plusieurs centaines d'euros. »

# NOS FANS SUR FACEBOOK

Fin 2013, la page Facebook de CARE France comptait 24 200 fans. Voici quelques-uns de leurs commentaires :

- Depuis longtemps je suis ce que fait SERA et je suis toujours émerveillée par le travail effectué auprès de ces enfants. Bravo. **Louise**
- Quelle souffrance vivent les réfugiés syriens! Le manque de soins sur fond de guerre! Nous avons la chance de ne pas connaître un tel drame et qu'il y ait des organisations qui apportent un soutien... Marcelle
- Bravo et courage à tous ces ouvriers du Bangladesh en grève!! Pétition signée et partagée!!! Noëlle
- Petites filles, allez à l'école et dessinez votre avenir. La Tunisie a vu ses femmes avancer grâce au savoir. Belwafa

www.facebook.com/CARE.France

# NOS PARTENAIRES LOCAUX

# Yaiguere Tembely Guindo, directrice de l'ONG YAGTU au Mali

Depuis 2005, CARE collabore avec l'ONG YAGTU dans les domaines de la nutrition, du genre et de la promotion des activités économiques.

« Depuis le début de notre collaboration, nous avons acquis des compétences administratives et financières. Nous avons également renforcé nos liens avec d'autres acteurs de développement qui ont reconnu notre implication auprès des communautés (UNICEF, PAM, etc..). Notre approche de prise de charge communautaire des cas de malnutrition modérée à travers des unités d'éducation nutritionnelle a même été reconnue lors d'un forum national de la nutrition comme un modèle à répliquer.»



Les femmes bénéficiaires du programme Wéléwélé, auquel collabore l'ONG YAGTU, vendent leurs produits.

### Lawali Moustapha, Secrétaire Permanent de l'ONG AFUA au Niger

Depuis janvier 2012, CARE mène un projet de prévention et de prise en charge de la malnutrition des mères et des enfants. «La confiance que CARE Niger et CARE France ont placé dans notre association participe à la promotion des ONG nigériennes. Ce partenariat nous a permis de renforcer les compétences de nos équipes et nous espérons capitaliser cette expérience lors de la mise en place de prochains projets de développement. Nous avons également renforcé notre visibilité auprès des autorités administratives, coutumières et communales.»

# NOS PARTENAIRES PUBLICS

# Jean-Bernard Veron, Cellule Crises et Conflits, Agence Française de Développement

Entre juin 2011 et juillet 2013, CARE et l'AFD ont approvisionné en eau potable plusieurs communautés villageoises du Tchad. L'action de CARE s'inscrit dans un objectif de prévention de crises.

«Ce programme répond à une finalité de développement puisqu'il satisfait un besoin de base. Il contribue également à réduire les tensions entre les réfugiés centrafricains pris en charge dans des camps gérés par des acteurs humanitaires et, de ce fait, approvisionnés en eau potable, et les communautés tchadiennes qui se plaignaient de ne pas bénéficier d'aide. Il s'aqit d'un projet emblématique, lors de situations de cohabitation entre réfugiés et populations hôtes, qui devrait être reproduit.»

# Delphin Randriamiharisoa, chargé de programmes « Développement local et environnement », Délégation de l'Union européenne à Madagascar

Depuis octobre 2012, CARE et l'Union européenne contribuent à la préservation du parc de Masoala et à l'amélioration du niveau de vie des communautés riveraines.

«CARE a réussi à mobiliser les acteurs locaux : autorités administratives et traditionnelles, bénéficiaires. Cela traduit la pertinence de l'approche de proximité de CARE. Il faut également souligner la collaboration exemplaire entre CARE, gestionnaire des activités de développement, et Madagascar National Park, gestionnaire de l'aire protégée.»

# NOS PARTENAIRES ENTREPRISES

### Henri de Castries, président directeur général, Groupe AXA

« Depuis 2011, AXA soutient des actions de réduction de risques de catastrophes naturelles et d'adaptation au changement climatique menées par CARE auprès de 750 000 personnes. AXA vient de s'engager pour 3 nouvelles années aux côtés de CARE afin de poursuivre les programmes existants et de les étendre à de nouveaux pays.»



### Laurence Pessez, déléguée à la RSE, secrétaire du fonds Urgence et Développement, BNP Paribas

«En 2012, nous avons créé le Fonds Urgence & Développement suite à des demandes de nos salariés qui souhaitaient que leur entreprise puisse renforcer leur soutien aux victimes de catastrophes humanitaires. Nous avons choisi de verser les dons à des ONG reconnues mondialement pour leur expertise dont CARE. Les résultats sont très encourageants. Nos collaborateurs se sont mobilisés dans près de 40 pays.»

# Cécile Jouenne-Lanne, directrice de la Citoyenneté, Société générale

«Nous sommes heureux de renouveler pour la deuxième fois notre partenariat avec CARE qui permet de soutenir la réinsertion de publics défavorisés dans les pays du Sud. Cette collaboration nous a permis de mobiliser les collaborateurs du groupe dans le monde entier, d'associer CARE à nos produits-partages tels que des livrets d'épargne solidaire.»

# REMERCIEMENTS

Merci aux 80 000 donateurs de CARE France. Et aussi à tous les autres organismes, associations, entreprises, fondations, collectivités territoriales qui nous ont aidés au cours de cette année pour leur généreux soutien.

- AIR FRANCE ET FONDATION AIR FRANCE
- AGENCE FRANCAISE DE DÉVELOPPEMENT
- AMBASSADE DE FRANCE AU CAMEROUN SCAC
- AMBASSADE DE FRANCE AUX ETATS-UNIS
- ASSEMBLEE NATIONALE
- BANQUE MONDIALE
- BIC
- BNP PARIBAS FONDS D'URGENCE ET DE DEVELOPPEMENT
- BOUYGUES CONSTRUCTION
- BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL
- BUREAU DE REPRESENTATION DE TAIPEI EN FRANCE
- CARTIER CHARITABLE FOUNDATION
- CFAO
- CHRISTIAN DIOR
- COMMISSION EUROPEENNE EUROPEAID
- CONSEIL GENERAL DE SEINE-MARITIME
- CONSEIL GENERAL DE LA REUNION
- DANONE FONDS ECOSYSTÈME
- FONDATION AGNELLI
- FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT
- FONDATION ABBE PIERRE
- FONDATION FINANCIERE DE L'ECHIQUIER
- FONDATION MC ARTHUR
- FONDATION OBELISQUE
- FONDATION D'ENTREPRISE SOCIETE GENERALE POUR LA SOLIDARITE

- FONDATION SANOFI ESPOIR
- FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES
- FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA. LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME
- GROUPE AXA
- GROUPE LUCIEN BARRIERE
- HERMES
- LAFARGE
- L'ETINCELLE
- MAGELLAN
- MAIRIE DE PARIS
- MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ETRANGÈRES - CENTRE DE CRISE
- ODALIS
- OFFICE D'AIDE HUMANITAIRE DE LA COMMISSION EUROPEENNE (ECHO / DIPECHO)
- ROTARY CLUB CLAMART
- SEB
- SENAT
- SOCIETE GENERALE CORPORATE & INVESTMENT BANKING
- STEHLIN ET ASSOCIES
- SYNDICAT DES EAUX D'ILE DE FRANCE
- SYSTAR
- USAID
- VILLE DE PARIS
- ZADIG & VOLTAIRE

Nous tenons à remercier tout particulièrement la <u>NNENBERG</u> <u>HOUNDATION</u> qui nous soutient depuis 2003. Et AXA qui a soutenu la production de ce rapport.



# LES ÉQUIPES CARE SUR LE TERRAIN





Jordanie. Distribution de produits de première nécessité aux réfugiés syriens et aux familles hôtes.



Cameroun. Entretien avec une conseillère psychosociale de CARE au centre de santé de Yaoundé.



Haïti. Programme de formation à Port au Prince pour les femmes désireuses de créer leur entreprise de construction.



Liban. Distribution de couvertures, tapis et d'une aide financière permettant aux réfugiés syriens et aux familles







Philippines. Aide d'urgence suite au passage





**Tchad.** Distribution de kits d'hygiène aux







République Démocratique du Congo.



Maroc. Mobilisation de femmes à l'occasion

